



ELLE PRÉVOIT DE METTRE SUR LE MARCHÉ 100 MILLIARDS M³ PAR AN

Sonatrach roule à pleins gaz

P.16



Le Président Tebboune décerne la médaille de l'ordre du Mérite national à deux Moudjahidine

P.2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 15 MARS 2023 // N°515 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LEUR VOYAGE SUR LE CORSICA LINEA VIRE AU CAUCHEMAR

Des passagers à destination d'Alger **bloqués à Marseille**

LIRE EN PAGE 3



JOSEP BORRELL, HAUT REPRÉSENTANT DE L'UE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ :
« L'Algérie est un acteur clé dans la région et au-delà »

P.3



EFFONDREMENT PARTIEL D'UN IMMEUBLE À ORAN
Une enquête est ouverte

P.16



MARCHÉ ALGÉRIEN DE L'AUTOMOBILE

Les prix chutent

P.2

SON CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE

Sonelgaz fait son bilan

P.6

RAFFINAGE, PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DU SUCRE

Madar Holding crée Tafadis

P.6



CONFIDENTIEL

AUTOMOBILE

LES PRIX CHUTENT SUR LE MARCHÉ ALGÉRIEN

Les prix chutent réellement ou est-ce uniquement une vue optimiste sur un marché mondial qui reste encore onéreux? Toutefois, le président de l'Organisation de protection du consommateur (APOCE), Mustapha Zebdi, dit que les prix chutent et chuteront indubitablement, et qu'il suit le marché avec la loupe. Zebdi a affirmé la baisse des prix des voitures sur le marché intérieur, notamment avec l'arrivée du premier contingent des voitures importées. De même, Zebdi a indiqué dans un post sur Facebook que les prix des voitures sur le marché local dégrin-



gent, affirmant que son organisation s'emploie à ce que les prix des véhicules neufs soient raisonnables. Le président de l'APOCE a fait savoir que son organisation encouragerait les importateurs à faire entrer au pays des voitures de catégorie (A)

qui seront à la portée des citoyens. Dans le même sillage, il estime que d'autres marques devraient elles aussi obtenir des licences prochainement, dont les prix seront selon lui inférieurs à ceux que l'on évoque actuellement.

CONSEIL DE LA NATION

REPRISE DES PLÉNIÈRES LE 20 MARS

Le Bureau du Conseil de la nation a décidé, hier, lors d'une réunion élargie aux présidents des groupes parlementaires et au contrôleur parlementaire, présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, de reprendre les plénières le 20 mars, en vue d'examiner et de débattre de trois textes de lois, indique un communiqué de la chambre haute du Parlement. Le Bureau a également décidé de soumettre 12 questions orales et 10 questions écrites au Gouvernement, car répondant aux conditions de forme requises. Les séances plénières seront consacrées à l'examen et au débat du

texte de loi relatif à l'exercice du droit syndical, du texte de loi organique, modifiant et complétant la loi organique définissant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que les relations entre les deux chambres du Parlement et le Gouvernement, et au texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2020. La réunion a été une occasion pour « passer en revue les activités de contrôle du Conseil de la nation menées aux plans interne et externe, en sus des missions d'information effectuées récemment », lit-on dans le communiqué.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DÉCERNE LA MÉDAILLE DE L'ORDRE DU MÉRITE NATIONAL À DEUX MOUDJAHIDINE

Le président de la République, Abdelmajjid Tebboune, a décerné ce mardi la médaille de l'ordre du mérite national au rang de Ahid aux Moudjahidine Abdellah Debagh et Athmane Damerdji.

Selon un communiqué de la présidence de la République, « le président de la République a décerné ce mardi la médaille de l'ordre du mérite national au rang de Ahid aux Moudjahidine Abdellah Debagh et Athmane Damerdji, les derniers membres de l'escouade des hommes-grenouilles ».

**L'ALGÉRIE ABRITE LA 2^E CONFÉRENCE SUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE EN MÉDITERRANÉE**

L'Algérie abrite, à partir de mardi, la deuxième conférence sur la justice environnementale en Méditerranée, organisée par le ministère de la Justice, en collaboration avec les méditerranéens du programme "Euro-méditerranéen-Justice V" et "l'Agence européenne de coopération en matière de Justice Pénale (Eurojust)", indique un communiqué du ministère.

Cette conférence, qui s'étale sur deux jours, est présidée par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, et verra la participation de près de

80 participants des différents pays méditerranéens et des instances européennes activant dans le domaine de l'environnement, précise le communiqué. Elle sera animée par des magistrats et des cadres relevant des secteurs de la justice et de l'environnement de l'Algérie, ainsi que des experts, des professeurs universitaires et des praticiens de pays arabes et européens, outre les responsables du programme "Euro-méditerranéen-Justice V" et de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale "Eurojust".

LE PROJET D'UN ATLAS LINGUISTIQUE AMAZIGH ALGÉRIEN DANS SA PHASE FINALE

Le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, a affirmé, lundi à Bordj Bou Arréridj, que l'élaboration d'un atlas linguistique algérien rassemblant les 14 variantes linguistiques amazighes recensées par les chercheurs est entrée dans sa phase finale. Dans une intervention au centre culturel chahid Bouchiha-Meziane de la commune Djaafra, Assad a précisé que "les efforts du HCA en coordination avec des chercheurs ont porté leurs fruits avec l'élaboration d'un atlas linguistique algérien, actuellement à la phase finale avant sa publication". Cette publication vise à "mettre en exergue le

patrimoine culturel amazigh avec ses 14 variantes recensées à travers les pays", a affirmé le même responsable, qui a ajouté que les efforts sont poursuivis pour relancer "les variantes disparues à l'instar de celles d'Adrar et de la localité de Tebelbella à Béni Abbas afin de refléter la dimension nationale de la langue amazighe".

Le HCA a réservé "un budget pour le soutien et l'accompagnement des associations culturelles activant dans le domaine de la promotion de la langue amazighe", a-t-il ajouté, faisant état de la publication d'un conte en amazigh par l'association Numidie de Djaafra.

MÉTRO-TRAMWAYS-TÉLÉPHÉRIQUES : LE PROGRAMME SPÉCIAL RAMADHAN

Un programme d'exploitation spécial de transport par métro, tramways et par câble sera mis en place durant le mois de Ramadhan afin d'assurer aux citoyens un transport régulier, a annoncé mardi l'Entreprise Métro d'Alger (EMA) dans un communiqué. Ce programme sera effectif à compter du premier jour du mois sacré, a précisé la même source. Pour le métro d'Alger, les horaires de service sont fixés de 7h jusqu'à

1h30 du matin. Quant au transport par tramways, ces infrastructures seront opérationnelles de 6h30 à 1h à Alger et Ouar-gla, de 6h30 à 00h30 à Sétif, de 7h à 1h à Oran, Constantine et Mostaganem, et de 7h à minuit à Sidi Bel Abbeès. S'agissant des transports par câbles, les horaires de service de la télécabine de Bab El-Oued (Alger) sont fixés de 7h à 18h et de 21h à minuit du samedi au jeudi et de 14h30 à 18h et de

21h à 00h pour les vendredis. Concernant le téléphérique Mémorial (Alger), il sera opérationnel tous les jours de 8h à 18h et de 21h à 01h du matin, alors que le téléphérique du Palais de la Culture (Alger) sera exploité de 8h à 18h durant les journées ouvrables et fermé les vendredis et jours fériés. Pour les télécabines, l'EMA a fixé les horaires pour Blida de 10h à 17h du dimanche au jeudi et de 10h30 à 17h les

vendredis et samedis, pour Tizi-Ouzou, tous les jours, de 07h à 14h30 et de 21h00 à minuit, pour Tlemcen de 08h30 à 18h du dimanche au mercredi et de 21h à minuit les jeudis, les vendredis et les samedis. Enfin, les horaires de service de la télécabine d'Oran sont fixés de 08h30 à 18h du samedi au vendredi, alors que la journée du lundi sera consacrée à la maintenance, selon le communiqué.

GROUPE GICA:

L'ECDC OBTIENT LE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX NORMES EUROPÉENNES

L'Entreprise des ciments et dérivés d'Ech-Chélif (ECDE), filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), a obtenu le certificat de conformité aux normes européennes pour le ciment qu'elle produit, ce qui facilitera son accès aux marchés extérieurs, a indi-

qué mardi un communiqué du ministère de l'Industrie. Le certificat de conformité concerne quatre types de ciment, dont trois ciments Portland au calcaire, à savoir GICA BETON (42.5 N), GICA BENIAN (32.5 N) et GICA INDJAZAT (52.5 N), et un quatrième type de ciment

Portland résultant du broyage de clinker et de sulfate de calcium, à savoir GICA MOUDHAD (42.5 N/SR5). Les certificats de conformité aux normes européennes sont délivrés par l'Association française de normalisation (AFNOR), selon la même source.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger

Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar****PUBLICITÉ : S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'ÉDITION ET DE LA PUBLICITÉ ANEP**

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

LEUR VOYAGE SUR LE CORSICA LINEA VIRE AU CAUCHEMAR

Des passagers à destination d'Alger bloqués à Marseille

Ce que déplorent les passagers à destination d'Alger, c'est le fait que le bateau à destination de la Tunisie ait été maintenu ainsi que «l'attitude désinvolte des responsables de la compagnie maritime française qui n'ont pas pris la peine de venir à leur rencontre».

Les passagers d'un ferry appartenant à Corsica Linea, qui devait effectuer une traversée à destination de l'Algérie, sont bloqués au port de Marseille.

La cause en est une grève des agents portuaires contre la réforme des retraites décidée par le gouvernement français.

Selon la Provence, le ferry devait partir à destination d'Alger à 11h mais « la grève des agents du port contre la réforme des retraites ainsi que de quelques marins a contraint la compagnie à annuler tardivement la traversée, laissant les passagers venus parfois de loin sans solution ».

Le quotidien cite le cas de Moussa qui est venu de Belgique ou encore celui de Abderrahmane qui a roulé depuis la frontière allemande après avoir réglé les 760€ de sa traversée, « en espérant être en Algérie pour le début du ramadan la semaine prochaine ».

« Ces naufragés de la route ont pour la plupart passé la nuit dans leur voiture sur le boulevard Jacques-Saadé (2e), parfois avec de jeunes enfants. Ce mardi matin, ils ont bloqué la circulation autour de cet axe en espérant provoquer une réaction, en vain », indique la même source.

Ce que déplore les passagers à destination d'Alger, c'est le fait que le bateau à destination de la Tunisie ait été maintenu ainsi que l'attitude désinvolte des responsables de la compagnie maritime



française qui n'ont pas pris la peine de venir « à leur rencontre ».

« Seule une feuille distribuée à l'entrée du port les invitait à contacter le service clients de la compagnie - lequel était saturé par plus de 1 000 appels par heure en raison de l'annulation des trajets

entre Marseille et la Corse - pour se voir proposer une modification sans frais de leur billet pour un prochain voyage jusqu'au 31 mai ou un remboursement intégral », ajoute la Provence.

Contactée par ce quotidien de la région marseillaise, Corsica Linea a affirmé faire

son possible « pour que le départ puisse avoir lieu dans la journée ». Car la compagnie ne propose qu'une traversée par semaine à destination de l'Algérie et les bateaux sont déjà pleins pour les deux prochains trajets, se désolent-elle.

I.M.Amine

JOSEP BORRELL, HAUT REPRÉSENTANT DE L'UE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ :

« L'Algérie est un acteur clé dans la région et au-delà »

« Nous - l'Union européenne et l'Algérie - coopérons déjà beaucoup, étroitement, dans des secteurs qui sont d'intérêt commun. Et je suis ici pour discuter de la meilleure façon de faire avancer notre relation davantage, ensemble, en exploitant au mieux tout notre potentiel, tout le potentiel de cette relation, qui est à la fois culturelle, politique et économique », a déclaré, lundi 13 mars, Josep Borrell au sortir d'une audience avec le président Abdelmadjid Tebboune au palais d'El Mouradia à Alger. Et d'ajouter : « Permettez-moi de souligner quelques domaines spécifiques : d'abord, l'énergie est sans doute un domaine où nous avons un partenariat qui fonctionne bien. [Environ] 90% des exportations de gaz algérien partent vers l'Europe, et nous savons que nous pouvons compter sur l'Algérie, qui est un partenaire fiable et il l'a été dans des moments difficiles ». Borrell a également indiqué dans sa déclaration à la presse : « Nous souhaitons développer cette relation ensemble avec l'Algérie, pas seulement pour le présent, pas seulement pour le gaz aujourd'hui, mais en regardant vers le futur, en privilégiant les investissements européens dans le secteur des énergies renouvelables. C'est le futur. Ce futur-là pour l'Algérie est très prometteur, puisque l'Algérie a un énorme potentiel dans le domaine des énergies renouvelables ». Au volet commercial, le Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères a rappelé que « plus de la moitié du commerce extérieur algérien se fait avec nos États membres - 56% des exportations et 43% des importations » « Mais, a-t-il estimé, nous savons, les uns et les autres, que nous pouvons faire mieux ». Et de poursuivre : « Il nous faut commencer par trouver une solution aux limites actuelles. Je pense, par exemple, aux entraves introduites depuis juin 2022 [par l'Algérie] aux échanges com-

merciaux avec l'Espagne, qui doivent trouver une solution. Je pense aussi aux contraintes qui entravent les investissements européens en Algérie, qui ont un impact direct sur la mise en œuvre de notre Accord d'association [UE-Algérie]. Trouver une solution à tout cela est dans notre intérêt commun ». Josep Borrell a par ailleurs ouvert le chapitre de la lutte contre la corruption et contre le blanchiment d'argent, relevant que cela « constitue également une priorité importante, tant pour l'Union européenne que pour l'Algérie ». « Nous avons échangé sur ce sujet et sur les questions de la restitution des 'avoirs mal acquis' et des transferts financiers illicites, et je suis absolument convaincu de la nécessité de renforcer notre coopération dans ce domaine. La volonté du gouvernement algérien de travailler sur les « avoirs mal acquis », c'est quelque chose qu'aura la coopération de l'Union Européenne », a-t-il assuré. Le Maghreb et l'instabilité dans la région du Sahel, et dans le Golfe de Guinée,

Borrell en a également parlé, soulignant : « Nous avons aussi longuement évoqué le processus de paix et la situation au Moyen-Orient qui nous inquiète beaucoup, avec des violences qui menacent d'engendrer une nouvelle escalade de violence dans les territoires occupés en Palestine. Le président m'en a longuement parlé. Nous devons redoubler nos efforts, pour apaiser les tensions dans l'immédiat, mais aussi pour rouvrir un horizon politique au processus de paix ». « Et dans ce contexte, a-t-il affirmé, j'ai échangé avec mes interlocuteurs algériens sur notre initiative conjointe avec le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal [bin Farhan], et le Secrétaire Général de la Ligue arabe, Aboul Gheit, pour explorer les moyens de relancer les efforts de paix et préserver les perspectives d'une solution à deux États. Tout le monde, sauf le gouvernement d'Israël, le réclame, et c'est pour nous la seule solution viable ». « Et pour tout ceci, a-t-il soutenu, l'Algérie est un acteur clé dans la région et au-delà. Nous

apprécions son engagement au sein de la Ligue arabe comme au sein de l'Union africaine. Je pense aussi au rôle majeur que l'Algérie a joué pour la paix au Mali - à travers les accords d'Alger de 2015 qu'il faut encore mettre en œuvre ». Il a par ailleurs relevé : « Nous nous sommes aussi entretenus sur l'agression injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. J'ai souligné que ce conflit n'est pas uniquement une guerre européenne. Elle se tient sur le territoire européen, mais c'est un défi majeur pour le monde entier, puisqu'il s'agit d'une attaque aux fondements du droit international. Et pour cette raison, l'Union européenne soutient l'Ukraine de façon politique, militaire, financière et humanitaire. Et nous continuerons à le faire autant que possible, autant que nécessaire, et aussi autant qu'il le faudra. J'invite l'Algérie à se joindre aux efforts engagés pour arrêter cette guerre injustifiable et atténuer son impact économique et humain sur le monde entier ».

Youcef S.

Algérie-Russie : examen des voies de la coopération industrielle bilatérale

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a reçu le ministre du Gouvernement de Moscou, chef de Département des Relations internationales et de l'Economie extérieure de Moscou, Sergei Cheryomin, avec lequel il a évoqué les voies de renforcement de la coopération industrielle entre l'Algérie et la Russie, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de

cette rencontre tenue lundi au siège du ministère, les deux parties ont examiné les voies de « renforcement de la coopération économique entre l'Algérie et la Russie notamment dans le domaine industriel, en vue de la hisser au niveau des relations historiques et politiques entre les deux pays ». Dans ce cadre, les deux parties ont évoqué les domaines « qui offrent des

opportunités de partenariat fructueux entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues russes, à l'instar des industries mécaniques et ferroviaires, des industries pharmaceutiques, minières et sidérurgiques, outre les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de la culture », précise-t-on de même source. Les deux parties « ont convenu d'intensifier les

visites et les contacts entre les hommes d'affaires et les opérateurs économiques des deux pays, pour définir les projets et les partenariats réalisables pour la prochaine période », ajoute le communiqué. Sergei Cheryomin effectue une visite de travail en Algérie, accompagné d'une délégation d'opérateurs économiques russes.

APS

Le président de l'APN reçoit l'ambassadeur de Chine en Algérie

Le président de la Chambre basse du Parlement a réaffirmé "la position de l'Algérie en faveur des efforts de paix et de règlement des conflits, son attachement au principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays, et son appel à la nécessité de se conformer à la légalité internationale en vue de permettre aux peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination, avec à leur tête les deux peuples palestinien et sahraoui..."

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu, lundi 13 mars, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Li Jian, avec lequel il a examiné "les relations stratégiques" unissant les deux pays, consacrées par un dialogue politique de haut niveau, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Les discussions entre les deux parties ont porté sur les relations stratégiques liant l'Algérie et la Chine dans plusieurs domaines, et consacrées par un dialogue politique de haut niveau, précise la même source. Cette rencontre a constitué une occasion pour le président de l'APN pour rappeler que "l'Algérie, sous la sage direction du président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, connaît un départ prometteur", mettant en exergue les potentialités et les grandes opportunités d'investissement dans plusieurs secteurs. Il a salué, en outre, "les efforts déployés par la partie chinoise pour accompagner l'Algérie dans la réalisation de plusieurs infrastructures". Au volet parlementaire, M. Boughali a salué le niveau des relations entre les deux pays tout en réaffirmant l'importance de cette coopération en tant que "facteur de rapprochement" ainsi que l'encouragement de la tradition de concertation aux niveaux international et régional, en vue de la coordination et du rapprochement de vues sur les questions d'intérêt commun" sans omettre le rôle des groupes parlementaires d'amitié dans le renforce-



ment de ces liens. Evoquant la politique étrangère de l'Algérie, le président de la Chambre basse du Parlement a réaffirmé "la position de l'Algérie en faveur des efforts de paix et de règlement des conflits, son attachement

au principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays, et son appel à la nécessité de se conformer à la légalité internationale en vue de permettre aux peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination,

avec à leur tête les deux peuples palestinien et sahraoui". Dans le même sillage, l'ambassadeur chinois a salué "le progrès réalisé par l'Algérie en matière d'amélioration du climat des affaires et de l'investissement", exprimant à ce propos "l'intérêt majeur qu'accordent les opérateurs économiques chinois à l'établissement de partenariats mutuellement bénéfiques avec leurs homologues algériens, notamment au vu des opportunités offertes dans le cadre de la loi sur les investissements qui prévoit une stabilité législative et une meilleure vision pour les investisseurs étrangers". Il s'est, en outre, félicité du rôle "pivot" de l'Algérie dans le monde arabo-musulman, et de "son leadership avéré dans l'espace méditerranéen et sur la scène africaine", transmettant à M. Boughali les félicitations de son homologue chinois. La rencontre s'est déroulée en présence du vice-président de l'APN, Rabah Belkhir, du président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté, Salim Merah, et du chef du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Chine, Saadi Hamsi.

R. N.

Importation de 10.000 têtes bovines : arrivée du premier lot à partir du 18 mars

Un responsable au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, lundi, 13 mars, à Alger, l'entrée du premier lot de veaux importés pour abattage « à partir du 18 mars ». Dans une déclaration à l'APS, le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce, Ahmed Mokrani a précisé qu'il a été programmé « l'importation de 10.000 têtes de veaux pour abattage dont le premier lot arrivera à partir du 18 mars », indiquant que l'approvisionnement des marchés en viandes rouges se fera « progressivement » avant et durant le mois de Ramadhan. Concernant les viandes rouges importées, le responsable a fait savoir que « les premières quantités arriveront dans les prochains jours et seront soumises à un contrôle strict », soulignant que l'équipe d'inspection sera mobilisée au niveau des points de vente relevant du groupe public ALVIAR ainsi que des boucheries qui seront choisies pour la vente de

ces viandes. La liste des commerçants et des opérateurs concernés par la vente de ces viandes rouges importées sera dévoilée prochainement par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, « sur la base de laquelle une équipe de contrôle sera orientée pour suivre la traçabilité de ces viandes à partir des postes frontaliers jusqu'à la commercialisation pour le consommateur au prix fixé par les pouvoirs publics ». Outre les viandes rouges importées et celles des veaux vivants importés, le marché des wilayas du nord du pays sera renforcé par les viandes rouges produites à partir de l'abattage du bétail importé dans le cadre du commerce de troc dans les wilayas du sud. Ainsi, M. Mokrani a annoncé la décision du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, de mettre en place un système pour permettre l'acheminement de ces viandes rouges à partir des wilayas de Tamanrasset et Adrar en direction des wilayas du nord et cette opération

doit comprendre la wilaya d'Illizi « prochainement », étant donné que les abattoirs sont disponibles au sud. Des équipes de contrôle ont été mobilisées au niveau des abattoirs d'Adrar et de Tamanrasset en coordination avec les services agricoles en sus de la mise en place de système de traçabilité des cargaisons de viandes rouges, a fait savoir le responsable qui a précisé que le prix de ces viandes au sud oscille actuellement entre 1000 et 1050 Da/kg » et que le ministère œuvrera à sensibiliser les opérateurs économiques du nord pour les vendre à des prix « raisonnables ». Le nombre des têtes de bétail importées dans le cadre du commerce de troc dans les wilayas du sud est passé de 36.000 têtes en 2021 à 145.000 têtes en 2022, et ce grâce « aux facilitations décidées par les pouvoirs publics pour l'entrée du bétail vivant », selon le DG qui a affirmé l'importance de cette filière et sa capacité à contribuer à « la réduction de l'importation à l'avenir ».

APS

Lutte contre la corruption : « la société civile, un partenaire actif », affirme Salima Mousserati

La société civile sera un « partenaire actif » dans le domaine de la lutte contre la corruption et sa prévention, affirme la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mousserati. Au cours d'une rencontre régionale de sensibilisation avec les acteurs de la société civile en vue de la création d'un réseau algérien de transparence NARACOM, Mme Mousserati a indiqué le réseau algérien de transparence « sera hébergé sur une plate-forme électronique qui réunira les différents acteurs de la société civile, un espace d'échange entre la société civile et le pouvoir, visant à perfectionner les mécanismes de lutte contre la corruption ». La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a souligné que NARACOM permettra aux acteurs de la société civile de bénéficier de sessions de

formation et de sensibilisation dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption, ainsi que des dispositifs d'information et de protection des informateurs. Mme Mousserati a considéré que « la corruption est une arme redoutable et un phénomène à visages multiples qui s'adapte, se transforme et

se renouvelle, aussi la lutte contre la corruption exige-t-elle une approche globale et la conjugaison des efforts des diverses organisations de prévention ». L'intervenante a affirmé au cours de cette rencontre régionale, la deuxième d'une série de quatre rencontres similaires, programmées par la Haute autorité de trans-

parence, de prévention et de lutte contre la corruption que le but visé est de sensibiliser et d'informer les acteurs de la société civile, les représentants des médias, ainsi que des associations, venus de 15 wilayas de l'Est du pays, invités à faire partie du réseau local et national de NARACOM.

R. N.

SELON LE DIRECTEUR DU BUDGET AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, 900 COMMUNES EN DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Le directeur du budget au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Ammar Marzouki, a révélé que 900 communes, à travers le pays, sont aujourd'hui

confrontées à des difficultés financières. Elles ne sont pas en mesure de payer les salaires et concrétiser les programmes de développement local. Ce responsable a expliqué, lors de son passage

sur les ondes de la radio algérienne, que l'Etat couvre ce déficit par le biais de la Caisse de sécurité sociale et de solidarité des collectivités locales, alimentée à hauteur de 360 milliards de dinars. L'Etat a alloué, en outre, une enveloppe financière estimée à 110 milliards de dinars, pour soutenir les programmes de développement

local. Le directeur du budget, a attribué le déficit de ces communes, à la faiblesse des revenus financiers issus des taxes sur la propriété et des services publics et ceux collectés sur les impôts et les contrats. Il a ajouté que le projet de révision du Code communal est en préparation.

R. N.

Le groupe Sonelgaz honore ses travailleurs aux besoins spécifiques

Mme Krikou a fait état d'une augmentation du nombre de personnes aux besoins spécifiques dans les activités économiques, par rapport à l'année dernière, ce qui "reflète la politique de soutien à l'insertion sociale sur laquelle veille le secteur en application des instructions du Président de la République visant à renforcer l'insertion sociale et économique des personnes aux besoins spécifiques..."



Le groupe Sonelgaz a organisé, lundi à Alger, une cérémonie en l'honneur de ses travailleurs aux besoins spécifiques, à l'occasion de la célébration de leur journée nationale qui coïncide avec le 14 mars de chaque année. Cette cérémonie s'est déroulée au centre de formation du groupe à Ben Aknoun, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, de la ministre de la Soli-

darité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, du P-DG de Sonelgaz, Mourad Adjal, du Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC) et du Secrétaire général (SG) par intérim de l'Union générale des Travailleurs algériens (UGTA), Hamou Touahria. Dans son allocution à cette occasion, M. Arkab a valorisé cette initiative organisée par le groupe Sonelgaz à travers le Fonds des

œuvres sociales et culturelles des travailleurs des industries électrique et gazière (Fosc) et la Mutuelle générale des travailleurs des industries de l'électricité et de gaz, mettant en avant le soutien de son secteur aux activités sociales du groupe Sonelgaz, notamment celles à caractère humanitaire. Pour sa part, Mme Krikou a fait état d'une augmentation du nombre de personnes aux besoins spécifiques dans les activités économiques, par rapport à l'année dernière, ce qui

"reflète la politique de soutien à l'insertion sociale sur laquelle veille le secteur en application des instructions du Président de la République visant à renforcer l'insertion sociale et économique des personnes aux besoins spécifiques". Pour sa part, M. Cherfa a mis en avant l'importance de l'insertion des personnes aux besoins spécifiques en milieu professionnel, car les résultats réalisés dans ce domaine ont prouvé leur compétence dans plusieurs spécialités. Le P-DG de Sonelgaz a indiqué que le groupe poursuit les efforts de développement des compétences de ses travailleurs parmi les personnes aux besoins spécifiques en les intégrant dans des postes adaptés à leurs compétences et expériences dans différents métiers et spécialités et en leur assurant les services nécessaires. Il a rappelé à ce propos que le groupe Sonelgaz emploie actuellement 242 travailleurs parmi les personnes aux besoins spécifiques dont 52 cadres (41 hommes et 11 femmes). Lors de cette cérémonie, des aides financières ont été distribuées aux travailleurs du groupe parmi les personnes aux besoins spécifiques ainsi que des chaises roulantes et des tricycles.

APS

MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE : AMMOUR INSISTE SUR LES RENCONTRES PÉRIODIQUES AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE



Le Médiateur de la République, Ammour Madjid a souligné, depuis Sidi Bel-Abbès, l'importance de tenir des rencontres périodiques entre les instances exécutives et les acteurs de la société civile, en vue d'écouter leurs préoccupations et tenter de trouver des solutions aux problèmes posés, et ce, dans le cadre de la consécration du principe de la démocratie participative. Lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya avec la société civile, Ammour a mis l'accent sur la nécessité d'« accorder une grande importance aux préoccupations de la société civile et du citoyen et d'œuvrer à leur satisfaction, pour consacrer l'Etat de droit et lutter contre les pratiques négatives ayant marqué la relation entre l'Administration et le citoyen et compromis ses droits ». Il a salué les efforts consentis par l'Etat en vue d'éliminer les disparités sociales, particulièrement dans les zones d'ombre, notamment à travers la prise en charge du raccordement aux voiries et réseaux divers (gaz naturel, eau potable et autres), outre l'amélioration des conditions de scolarisation et de la prise en charge sanitaire ». Ammour a assuré que les différentes préoccupations soulevées par les acteurs de la société civile ont été recensées, notamment celles relatives aux droits au logement et au travail, à la prise en charge sanitaire et à l'amélioration des conditions de vie, affirmant qu'une partie d'entre elles sera prise en charge dans le cadre des programmes inscrits ». APS

Portes ouvertes sur l'Ecole supérieure de l'arme blindée : grande affluence des jeunes

Les journées portes ouvertes sur l'Ecole supérieure de l'arme blindée (ESAB) chahid Mohamed-Kadri de la wilaya de Batna, ouvertes lundi dernier au centre d'information territorial chahid Aboud-Belhimer à Constantine relevant de la 5^e Région militaire, ont suscité une large affluence du public. Le public, venu nombreux et composé notamment d'étudiants et d'élèves du cycle secondaire, a salué cette manifesta-

tion qui lui permis de découvrir des équipements et moyens matériels dont dispose cette école militaire. Cette manifestation d'information, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan général de la communication de l'Armée nationale populaire (ANP) de l'année 2022-2023 et de la stratégie d'ouverture de l'institution militaire à la société, a indiqué le Général-Major, du commandement air de la 5^{ème} région mili-

taire dans son allocution d'ouverture de cette manifestation. De son côté, le commandant, chef du bureau de communication et d'information au sein de cette école, a abordé les conditions d'enrôlement, d'entraînement au combat, des modalités de recrutement et de formation pédagogique et appliquée, dans cette structure militaire dont la date de sa création remonte à 1963. R. N.

CNR : début de la Semaine de l'aide sociale à domicile

La Caisse nationale des retraites (CNR) organise depuis hier la Semaine de l'aide sociale à domicile pour faire connaître les mécanismes mis en place au profit des retraités, des invalides, des personnes âgées et des handicapés en vue d'humaniser la relation avec ces catégories et de prendre en charge au mieux leurs préoccupations, a indiqué un communiqué de l'établissement. En 2022, plus de 18.000 retraités et ayants droit ont reçu des visites dans le cadre du dispositif d'aide sociale à domicile, bénéficiant ainsi d'un accompagnement dans leurs démarches administratives pour obtenir des appareils et accessoires médicaux (fauteuils roulants et appareils auditifs) sans se déplacer, a précisé le communiqué. La Caisse nationale des retraites dispose, au niveau de toutes ses agences locales, d'assistants sociaux qualifiés, qui identifient, selon des critères précis, les retri-

tés nécessitant une visite à partir du fichier national des retraités inscrits auprès des services de la Sécurité sociale, a souligné la même source. Le dispositif d'aide sociale à domicile traduit la poli-

tique sectorielle et la volonté de l'Etat algérien de pérenniser son caractère social et de consacrer le principe de justice sociale, à travers des mécanismes permettant d'offrir une aide sociale à tous les

retraités, notamment les plus vulnérables, afin qu'ils puissent accéder à leurs droits et bénéficier sans encombre et de manière optimale des services et prestations prévues. Y. B.

PROMOTION DU DROIT DES FEMMES

La SG de l'UNFA participe à une séance de travail avec le SG de l'ONU

La secrétaire générale de l'UNFA (Union générale de la femme algérienne), Nouria Hafsi, séjourne à New York depuis quelques jours afin de prendre part aux travaux de l'ONU concernant la promotion du rôle de la femme ainsi que sa protection de par le monde. A ce titre, elle a pris part ce lundi à une séance de travail en compagnie du SG de l'ONU Antonio Guterres, autour de la numéri-

sation et du rôle de la société civile. Nouria Hafsi, dont l'organisation féminine est en passe de prendre un poids considérable au niveau des 58 wilayas du pays, grâce à son sérieux, sa constance et ses actions sur le terrain, comme on a pu le constater, a déroulé une remarquable intervention en présence de Guterres, pour expliquer l'essor de l'Algérie nouvelle sous la conduite du

président Abdelmadjid Tebboune, et de tout le soin que celui-ci apporte à la promotion et la protection de la femme, comme le prouve son discours du 8 mars passé, mais aussi ses fermes instructions données pour accélérer la numérisation de l'ensemble des institutions algériennes, afin d'en finir avec la bureaucratie et la corruption. Y. B.

MADAR HOLDING CRÉE TAFADIS

Le groupe Madar Holding a créé une nouvelle filiale, spécialisée dans le raffinage, la production et la commercialisation du sucre. La société par action, appelée Tafadis, a pris une existence effective ce dimanche 12 mars à l'issue d'une Assemblée générale constitutive, à laquelle a participé le PDG du groupe Charef Eddine Amara et des membres du Conseil d'administration. M. Amara a précisé que le nom choisi pour la nouvelle filiale n'est pas fortuit. Il provient du mot « afdhess » qui signifie concasser, broyer, pulvériser... à l'aide d'un marteau. Le capital de départ de la nouvelle société est de 10 milliards de dinars et son siège social est localisé à Larbaatche, dans la wilaya de Boumerdes. 1200 salariés sont d'ores et déjà recrutés. Ahmed Dai a été nommé directeur général de Tafadis et président de son Conseil d'administration.

R. E.

PÉTROLE : L'IRAN AFFIRME QUE SES EXPORTATIONS ONT ATTEINT LEUR PLUS HAUT NIVEAU

Le ministre iranien du Pétrole Javad Owji a déclaré dimanche que les exportations de brut du pays avaient atteint leur plus haut niveau depuis la remise en vigueur des sanctions américaines en 2018, selon l'agence de presse officielle IRNA. M. Owji a indiqué que les exportations de brut iranien avaient augmenté de 83 millions de barils entre le début de l'année civile iranienne en cours – soit le 21 mars 2022 – et le 19 février 2023 par rapport à la même période en 2021-2022. Ce chiffre constitue également une augmentation de 190 millions de barils par rapport à la même période en 2020-2021, a-t-il ajouté, sans révéler la quantité totale d'exportations de brut du pays. Le ministre iranien du Pétrole a affirmé que les exportations de gaz du pays avaient quant à elles connu une augmentation annuelle de 15 % au cours de l'année civile en cours, et que l'Iran avait engrangé 6,5 milliards de dollars américains grâce à ses exportations de gaz de pétrole liquéfié depuis mars 2022. En mai 2018, à la suite de leur retrait unilatéral de l'accord sur le nucléaire de 2015, officiellement connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (JCPOA), les Etats-Unis ont intensifié leurs sanctions contre l'Iran, en ciblant principalement ses exportations de pétrole et son secteur bancaire.

Y. S.

COMMERCE : REZIG REÇOIT LE PRÉSIDENT DU CREA

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, lundi 13 mars, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, accompagné d'opérateurs économiques, indique un communiqué du ministère rendu public. La réunion s'est déroulée au siège du ministère. Elle a porté sur "plusieurs questions et propositions à même d'insuffler une nouvelle dynamique au secteur commercial", est-il précisé dans le communiqué en question.

R. E.

SON CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE

SONELGAZ FAIT SON BILAN

La Sonelgaz est qualifiée pour concrétiser le programme national de développement des énergies renouvelables portant production de 15.000 MW en énergies renouvelables durant cette décennie...



«L'année 20222022 a été difficile du fait qu'il fallait rattraper le retard enregistré durant la crise sanitaire. Les résultats sont positifs et seront meilleurs en 2023-2024. Le groupe Sonelgaz a réalisé une bonne partie du programme que nous avons tracé». Ce sont là les propos du ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, qui s'exprimait lors d'une rencontre organisée au siège du ministère, en présence du président directeur-général et des cadres du groupe. Le ministre a salué les efforts déployés par Sonelgaz et qualifié les résultats dégagés par l'entreprise en 2022 de «satisfaisants». Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 480 milliards de dinars contre 457 milliards de dinars en 2021. Arkab a rele-

vé qu'après deux années marquées par la crise sanitaire, les signaux sont au vert et les indicateurs prometteurs. Il a en outre appelé à la poursuite de cet élan en vue de réaliser plus de performances, notamment en matière de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité tout en tenant compte des besoins du secteur de l'industrie et de l'agriculture. L'amélioration concerne aussi la qualité des prestations de service, d'intervention et de maîtrise des nouvelles technologies. «Grâce à ces efforts et aux investissements engagés, plus de 11 millions de foyers sont raccordés à l'électricité et 7 millions au gaz naturel et le volume de production a atteint le niveau de 25.000 mégawatts, ce qui permet de satisfaire aisément la demande

nationale», a souligné le ministre. Evoquant les régions enclavées, Arkab a indiqué que, depuis 2020, 2.805 projets de raccordement à l'électricité au profit de 71.682 foyers ont été réalisés et ainsi que 2.577 au gaz naturel. Concernant les zones d'ombre, 2.805 projets d'électricité sont achevés pour 71.707 bénéficiaires et 2.577 projets de gaz pour 25.6924 bénéficiaires. En chiffres, le ministre a indiqué que 57.000 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique à travers le pays. Pour lui, répondre à la demande interne en constante augmentation est un défi et la Sonelgaz a un rôle important à jouer pour soutenir le secteur de l'énergie et définir le meilleur modèle de consommation qui assurera une tran-

sition énergétique progressive et efficace. «La Sonelgaz est qualifiée pour concrétiser le programme national du développement des énergies renouvelables portant production de 15.000 MW en énergies renouvelables durant cette décennie», a-t-il conclu. A ce sujet, le PDG de la Sonelgaz, Mourad Adjal, a annoncé qu'un appel d'offres a été lancé pour la réalisation de 2.000 MW. «C'est un projet ambitieux et d'envergure internationale puisque nous ambitionnons d'exporter, dans les années à venir, le kilowattheure vert», a-t-il indiqué. Selon lui, «l'Algérie est devenue un grand producteur d'énergie. Nous produisons 25.180 MW et nous en consommons entre 12 et 15.000 MW par an». Y. S.

Une délégation russe loue les opportunités d'investissement et de partenariat entre les deux pays

Une délégation russe en visite lundi dernier à Blida s'est félicitée des opportunités d'investissement et de partenariat disponibles entre l'Algérie et la Russie, eu égard aux ressources industrielles et agricoles disponibles dans la wilaya. La délégation russe, présidée par le sous-gouverneur de Kalouga (division administrative de la Fédération de Russie), Vladimir Popov, a visité des unités industrielles et agricoles publiques et privées, où elle s'est enquis des opportunités d'investissement et de partenariat disponibles entre les deux pays. M. Popov a loué, à l'occasion, le niveau des technologies adoptées dans le domaine de l'alimentation de bétail, notamment, exprimant

son "admiration" à l'égard de la technologie adoptée par une entreprise industrielle spécialisée dans la production de compléments alimentaires pour animaux dans la zone industrielle de Kef Lahmame (Ouled Yaich), unique du genre en Afrique. La délégation a également passé en revue les opportunités de coopération assurées par une entreprise spécialisée dans la production de plants d'arbres à Beni Tamou, en usant de méthodes modernes. Les hôtes de Blida ont également examiné avec le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI), les opportunités d'échange assurées par les entreprises algériennes, notamment en matière d'exportation de cer-

tains produits agricoles, dont la tomates, les dattes et autres denrées non produites en Russie. Au volet industriel, les responsables de l'Entreprise nationale de charpente et de chaudronnerie (ENCC/CR-Metal) de Blida ont présenté un exposé sur les capacités humaines et matérielles disponibles à son niveau. "A travers cette visite, l'entreprise, qui est leader national dans le domaine de la construction métallique et de la chaudronnerie, vise à bénéficier de l'expertise et de l'expérience russes dans le domaine de la construction automobile", a souligné son Président-directeur général (Pdg), Said Arabate dans une déclaration à la presse. M. Arabate a aussi souligné la

disponibilité de son entreprise à "se lancer dans l'industrie automobile, en tirant profit du savoir-faire russe, ceci d'autant plus qu'elle construit actuellement des structures et équipements en fer et en cuivre, voire même des carrosseries de véhicules". A son tour, le wali de Blida, Ahmed Maâbed a souligné les "importantes ressources de la wilaya dans les domaines industriel, agricole et touristique, susceptibles d'être exploitées dans des projets bilatéraux dans le cadre du développement de l'économie nationale". "L'objectif de cette visite est d'établir des partenariats à travers l'échange d'expériences dans divers secteurs et domaines", a ajouté le wali.

R. E.

MANIFESTATIONS DU 13 MARS 1962 DE TAÏBET (TOUGGOURT)

Une halte historique pour la défense de l'intégrité territoriale nationale

La population locale s'était regroupée le jour "J" au quartier du vieux marché pour se lancer en marche imposante vers la zaouïa du Cheikh Ali Benseddik, lieu spirituel vénéré pour la population, scandant son attachement à l'unité nationale, une marche vite réprimée par les forces coloniales qui n'ont pas hésité à user de méthodes féroces contre les manifestants...



Les manifestations du 13 mars 1962 qu'a connues la région de Taïbet, wilaya de Touggourt, constituent des grandes épopées historiques témoignant de l'attachement du peuple algérien à son intégrité territoriale nationale, ont souligné d'emblée des académiciens et chercheurs en histoire la veille de la commémoration du 61^e anniversaire de ces soulèvements. Ces manifestations témoignaient également des exactions brutales et atroces commises par le colonialisme français à l'encontre du peuple algérien, manifestant sans armes pour exprimer son rejet des desseins coloniaux de division du pays et de confirmer, une fois de plus, son attachement à son unité territoriale nationale. Dans ce cadre, M. Mohamed Bensayeh Rabhi, Université "Hamma Lakhdar" de la wilaya d'El-Oued, a souligné que "ces

soulèvements demeurent à jamais une honte dans l'histoire de la France coloniale qui n'a pas hésité à user de ses armes lourdes pour exterminer un peuple sans armes se révoltant contre le projet malveillant de De Gaulle tentant de porter atteinte à l'unité nationale et la séparation du Sud du reste du pays". "Ces événements ont été une riposte claire à la politique coloniale confirmant l'unité et la cohésion du peuple algérien et l'attachement de la population du Sud du pays, à l'instar des autres régions du pays, à l'intégrité territoriale nationale en dépit des anœuvres orchestrées par la France coloniale pour s'accaparer du Sud, de ses richesses et saper l'unité nationale", a-t-il expliqué. Les soulèvements du 13 mars 1962, dont la localité de M'Naguer, sud de la daïra de Taïbet, relevant de la Zone 4 de la wilaya histo-

rique VI, en fut le théâtre et constitue un prolongement des manifestations populaires d'autres régions du Sud pour mettre en échec les visées coloniales. S'agissant des manifestations, la population locale s'était regroupée le jour "J" au quartier du vieux marché pour se lancer en marche imposante vers la zaouïa du Cheikh Ali Benseddik, lieu spirituel vénéré pour la population, scandant son attachement à l'unité nationale, avant d'être réprimée par les forces coloniales qui n'ont pas hésité à user de méthodes féroces contre les manifestants faisant onze (11) Chahid et de nombreux blessés parmi les manifestants, en sus de l'arrestation de dizaines de personnes qui ont subi, au centre de torture de Touggourt, les plus atroces sévices et tortures. Selon M. Ahmed Gassi, chercheur en histoire de la région et des notables du village de M'Naguer, les manifestations, concomitantes avec les négociations d'Evian, ont été secrètement préparées et peaufinées de la part du commandement de la Révolution, au terme d'une réunion tenue le 9 mars de la même année au lieu-dit "El-Bahri", près de M'Naguer, en présence des militants locaux, conviés, ainsi, à informer les autres bourgades voisines de Taïbet, dont "Bakkar", "Khobna", "Delaili" et "Bennacer" à une manifestation massive pacifique scandant l'unité nationale et rejetant les desseins coloniaux de diviser l'intégrité territoriale nationale. Et d'ajouter: "Bien que ces manifestations populaires aient enregistré des pertes humaines énormes, toutefois elles ont eu un écho positif pour la Guerre de libération nationale réunissant davantage de soutien et de sympathie auprès de la communauté internationale mettant à nue les manœuvres et atrocités de la France coloniale". Le président de l'association "13 mars 1962" à Taïbet, et enseignant d'Histoire, Laid Sadouki, a affirmé que "ces imposantes manifestations tra-

duisent la conscience et la maturité politique de la population locale à défendre et protéger la cohésion nationale et l'adhésion autour du Front de libération nationale face aux forces coloniales et ses malveillants desseins". "Ces manifestations requièrent de davantage importance à même d'être retenues au répertoire de la mémoire nationale, dont l'association s'emploie à concocter un programme commémoratif à la hauteur de ces événements historiques et d'ancrer cet anniversaire chez les générations montantes", a-t-il ajouté. Marquant cet événement, un riche programme a été peaufiné par la wilaya de Touggourt consistant en le lancement et l'inauguration d'une série d'opérations de développement dans la commune de M'Naguer, en sus de l'organisation d'une exposition, l'animation des conférences et honorer des membres de la famille révolutionnaire de cette commune.

R. R.

Un forum international sur la modernisation du secteur agricole bientôt à Oran

L'agriculture et les technologies "Agri-Tech" au service de la modernisation du secteur en Algérie est le thème générique d'un forum international, qui se tiendra le 16 mars courant à Oran, a-t-on appris lundi des organisateurs. La rencontre réunira quelque 200 participants dont des spécialistes dans les domaines de l'agriculture et des technologies, des agronomes, des professionnels de l'Agriculture, des étudiants porteurs de projets et des représentants de bureaux d'étude et de consulting liés au secteur, de laboratoires de recherches et d'instances publiques liées à l'agriculture, a indiqué, à l'APS, la responsable du forum, Radia Aoumer. Organisée par la société "Business Com" d'Oran en collaboration avec la direction de wilaya des services agricoles, cette rencontre permettra l'échange de points de vue sur l'utilisation des techniques en agriculture dont les technologies d'information et de communication (TIC), en plus d'exposer des expériences réussies utilisant ces techniques. Les travaux s'articuleront autour de trois grands axes abordant, entre autres, "l'utilisation des technologies en agriculture", "l'agriculture intelligente" et "la valorisation des capacités humaines". Ce forum constituera un prélude au lancement de l'initiative "Caravane agricole", qui sillonnera différentes wilayas du pays pour organiser des rencontres entre différents professionnels, sensibiliser les agriculteurs à l'importance d'utiliser les technologies modernes et leur apporter des solutions efficaces sur les méthodes d'exploitation des sols, ainsi que l'utilisation rationnelle des engrais et de l'eau, selon les organisateurs.

APS

Ouargla : sortie d'une nouvelle promotion d'agents de contrôle des douanes

Une promotion forte de 273 agents de contrôle des douanes-Sud 2022/2023 est sortie hier à Ouargla lors d'une cérémonie présidée par le Directeur général des Douanes algériennes (DGDA) Noureddine Khaldi, en présence des cadres centraux et des autorités de la wilaya. Organisée à l'Ecole de formation des agents des douanes d'Ain El-Beida (Ouargla) la sortie de cette promotion, baptisée au nom du défunt Rouichi Boudjemâa (1942-2022), a donné lieu à l'inspection, par le DGDA, de la promotion sortante, à la prestation du serment, à la remise des grades, à l'exécution des exhibitions et autres activités encadrées par des formateurs des douanes. Inter-

venant en marge de la cérémonie, le DG des Douanes algériennes a souligné que "la formation des agents de contrôle des douanes s'inscrit dans le cadre des efforts de modernisation des Douanes algériennes et de les mettre au diapason de leurs pairs dans le monde dans le but de protéger l'économie nationale et la lutte contre les crimes économiques". "Le secteur qui a signé, en vertu de sa stratégie 2022/2024, des conventions de formation avec d'autres institutions, notamment militaire, a réalisé un grand pas en termes de modernisation", a indiqué M. Khaldi qui a cité, à titre d'illustration, la période d'expérimentation du nouveau système informatique douanier

à mettre en œuvre avant fin de l'année en cours en vue de faciliter les procédures douanières dans la dynamique économique et opérations d'import/export. L'on relève que cette promotion ayant suivi une formation théorique au niveau des écoles des douanes d'Ain El-Beida et Mekhadma à Ouargla, a bénéficié également de stages pratiques au niveau des structures des douanes en vue de leur insertion professionnelle au travers les différentes régions dans le Sud du pays, a indiqué, de son côté, le directeur régional des Douanes algériennes d'Ouargla Aïssa Neggar.

R. R.

Biskra : vers la réception de treize projets touristiques en 2023

L'année 2023 verra la réception de 13 projets touristiques dans plusieurs communes relevant de la wilaya de Biskra, a indiqué, hier, le directeur local du tourisme et de l'artisanat. Abdelaziz Boubidi a ainsi fait savoir que 13 projets d'investissement lancés dans le domaine du tourisme seront réceptionnés au courant

de l'année 2023 dans plusieurs communes de la wilaya de Biskra, à savoir 9 hôtels implantés au chef-lieu de wilaya et 4 autres dans les communes de Zeribet El Oued et Chetma, précisant que le taux d'avancement des travaux des projets en question se situe actuellement entre 40 et 70%. Boubidi a souligné que les inves-

tissements attendus dans le secteur du tourisme dans la wilaya de Biskra permettraient d'augmenter les capacités d'accueil à 5.000 lits, faisant savoir que des rencontres se tiennent périodiquement avec les investisseurs pour assurer le suivi des projets.

APS

LE RÔLE IMPORTANT DE LA CHINE ENTRE TÉHÉRAN ET RIYAD

Le rôle important de la Chine dans la reprise des relations entre Téhéran et Riyad fait partie des efforts de Beijing pour aider à assurer la paix, la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient, a déclaré lundi le ministère iranien des Affaires étrangères.

Par Xinchuanet

En accueillant les délégations iranienne et saoudienne et en échangeant des messages entre les deux parties, la Chine a réussi à préparer le terrain, avec de la bonne volonté, pour la tenue d'une

réunion réussie pour la conclusion de l'accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite, a indiqué le porte-parole du ministère Nasser Kanaani lors d'une conférence de presse hebdomadaire. L'Iran apprécie toujours de tels rôles, car assurer la paix, la stabilité et la sécurité dans la région contribue à sauvegarder les intérêts collectifs de tous les pays qui recherchent leurs avantages dans la stabilité et la sécurité, a poursuivi M. Kanaani, ajoutant que le rôle du gouvernement chinois servait le bien commun et les intérêts de toutes les parties.

Le retour à la normale de leurs relations, Téhéran et Riyad, ainsi que l'élargissement de leur coopération, servent non seulement leurs propres intérêts, mais contribuent également au renforcement de la coopération et de la convergence régionales, a-t-il souligné, ajoutant que l'accord aura aussi une influence positive sur la scène internationale.

La Chine, l'Arabie saoudite et l'Iran ont annoncé vendredi dernier que les deux derniers étaient parvenus à un accord prévoyant la reprise des relations diplomatiques et la réouverture des ambassades et des missions dans un délai de deux mois.

Mosaad bin Mohammed Al-Aiban, ministre d'Etat saoudien, membre du Conseil des ministres et conseiller à la sécurité nationale du pays, a dirigé la délégation saoudienne, et Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale d'Iran, a dirigé la délégation iranienne lors des pourparlers qui se sont déroulés à Beijing du 6 au 10 mars, selon une déclaration trilatérale de la Chine, de l'Arabie saoudite et de l'Iran.

LE RÔLE DE LA CHINE, UN TEST DÉLICAT POUR LES ÉTATS-UNIS

L'accord surprise conclu entre l'Iran et l'Arabie saoudite en vue de rétablir les relations diplomatiques propose aux États-Unis de nombreuses raisons d'être intrigués, notamment une

voie possible pour maîtriser le programme nucléaire de Téhéran et une chance de cimenter un cessez-le-feu au Yémen.

Il contient également un élément qui ne manquera pas de susciter un profond malaise chez les responsables de Washington : le rôle de la Chine en tant qu'intermédiaire de paix dans une région où les États-Unis exercent depuis longtemps leur influence.

L'accord a été annoncé à l'issue de quatre jours de pourparlers à Pékin entre les deux rivaux du Moyen-Orient, dont l'existence n'avait pas été révélée auparavant. Le porte-parole de la Maison Blanche, John Kirby, a déclaré vendredi que si Washington n'était pas directement impliqué, l'Arabie saoudite tenait les responsables américains informés des pourparlers avec l'Iran.

Les relations entre les États-Unis et la Chine sont devenues très conflictuelles sur des questions allant du commerce à l'espionnage, et les deux puissances rivalisent de plus en plus pour exercer une influence dans des régions du monde éloignées de leurs propres frontières.

M. Kirby a semblé minimiser l'implication de la Chine dans l'évolution de la situation de vendredi, affirmant que la Maison-Blanche estime que les pressions internes et externes, notamment la dissuasion saoudienne efficace contre les attaques de l'Iran ou de ses mandataires, ont finalement amené Téhéran à la table des négociations.

Toutefois, Jeffrey Feltman, ancien haut fonctionnaire des États-Unis et de l'ONU, a déclaré que le rôle de la Chine, plutôt que la réouverture des ambassades après six ans, était l'aspect le plus important de l'accord.

"Cet accord sera interprété - probablement à juste titre - comme une giflette à l'administration Biden et comme la preuve que la Chine est une puissance montante", a déclaré M. Feltman, membre de la Brookings Institution.

POURPARLERS SUR LES ARMES NUCLÉAIRES

L'accord intervient alors que l'Iran accélère son programme nucléaire après deux années de tentatives infructueuses des États-Unis pour relancer l'accord de 2015 qui visait à empêcher Téhéran de produire une bombe nucléaire.

Ces efforts ont été compliqués par la répression violente des manifesta-

tions par les autorités iraniennes et par les sanctions sévères imposées par les États-Unis à Téhéran en raison d'accusations de violations des droits de l'homme.

Brian Katulis, du Middle East Institute, a déclaré que pour les États-Unis et Israël, l'accord propose une "nouvelle voie possible" pour relancer les négociations sur le nucléaire iranien qui sont au point mort, avec un partenaire potentiel à Riyad.

"L'Arabie saoudite est profondément préoccupée par le programme nucléaire iranien. Si cette nouvelle ouverture entre l'Iran et l'Arabie saoudite doit être significative et avoir un impact, elle devra répondre aux préoccupations concernant le programme nucléaire iranien - sinon, l'ouverture n'est qu'optique.

L'accord de vendredi propose également l'espoir d'une paix plus durable au Yémen, où un conflit déclenché en 2014 a été largement considéré comme une guerre par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

La trêve conclue en avril dernier sous l'égide de l'ONU a largement tenu malgré son expiration en octobre sans que les parties se soient mises d'accord pour la prolonger.

Gerald Fierstein, ancien ambassadeur américain au Yémen, a déclaré que Riyad "n'aurait pas accepté cela sans obtenir quelque chose, qu'il s'agisse du Yémen ou d'autre chose, c'est plus difficile à voir".

RÔLE CROISSANT DE LA CHINE

L'implication de la Chine dans la négociation de l'accord pourrait avoir des "implications significatives" pour Washington, a déclaré Daniel Russel, le plus haut diplomate américain pour l'Asie de l'Est sous l'ancien président Barack Obama.

M. Russel a déclaré qu'il était inhabituel que la Chine agisse de son propre chef pour aider à négocier un accord diplomatique dans le cadre d'un différend auquel elle n'était pas partie.

"La question est de savoir s'il s'agit d'un signe avant-coureur. Serait-ce un précurseur d'un effort de médiation chinois entre la Russie et l'Ukraine lorsque Xi se rendra à Moscou ?

En ce qui concerne l'Iran, il n'est pas certain que les résultats soient favorables aux États-Unis, a déclaré Naysan Rafati, analyste principal de l'Iran à l'International Crisis Group.

"L'inconvénient est qu'en un temps utile où Washington et ses parte-

naires occidentaux augmentent la pression contre la République islamique [...] Téhéran pensera qu'il peut rompre son isolement et, étant donné le rôle de la Chine, bénéficiant de la couverture d'une grande puissance", a déclaré M. Rafati.

L'implication de la Chine a déjà suscité le scepticisme de Washington quant aux motivations de Pékin.

Le représentant républicain Michael McCaul, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, a rejeté l'image de la Chine en tant qu'intermédiaire de la paix, déclarant qu'elle "n'est pas une partie prenante responsable et qu'on ne peut pas lui faire confiance en tant que médiateur juste ou impartial".

M. Kirby a déclaré que les États-Unis surveillaient de près le comportement de Pékin au Moyen-Orient et ailleurs.

"En ce qui concerne l'influence de la Chine dans cette région, en Afrique ou en Amérique latine, ce n'est pas comme si nous avions des œillères", a-t-il déclaré. "Nous continuons certainement à observer la Chine lorsqu'elle tente de gagner de l'influence et de s'implanter ailleurs dans le monde, dans son propre intérêt égoïste.

Néanmoins, l'implication de Pékin renforce la perception d'une puissance et d'une influence chinoises croissantes qui contribuent à l'image d'une présence mondiale des États-Unis en perte de vitesse, a déclaré Jon Alterman, du Centre d'études stratégiques et internationales de Washington.

"Le message pas si subtil que cela que la Chine envoie est que si les États-Unis sont la puissance militaire prépondérante dans le Golfe, la Chine est une présence diplomatique puissante et sans doute croissante", a-t-il déclaré.

RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS SOUS L'ÉGIDE DE LA CHINE

Le Monde

Les deux pays avaient rompu leurs liens il y a plus de sept ans. A l'issue de pourparlers organisés par Pékin, ils ont annoncé vendredi la réouverture de représentations diplomatiques dans les deux mois.

L'Iran et l'Arabie saoudite, poids lourds du Moyen-Orient ayant rompu en 2016, ont annoncé, vendredi 10 mars, le rétablissement de leurs relations diplomatiques à l'issue de pour-

parlers en Chine. Les deux pays ont annoncé la réouverture de leurs représentations diplomatiques à Pékin. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a écrit l'Agence de presse officielle de la République islamique (Compagnie de la République islamique) dans un communiqué conjoint publié par les deux pays. Selon l'IRNA, Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale iranien, a déclaré à Pékin « pour des raisons de stabilité et de sécurité avec son homologue saoudien, le ministre des Affaires étrangères en Chine visant à résoudre les différends entre Téhéran et Riyad ». Le 9 février, le président saoudien Ebrahim Raïssi, a effectué une visite d'Etat de trois jours en Arabie saoudite, la première d'un président iranien dans ce pays depuis plus

FORCES RIVALES

L'Arabie saoudite, sunnite, et l'Iran, chiite, ont rompu leurs relations diplomatiques il y a sept ans à la suite de l'attentat contre des manifestants saoudiens à la suite de l'attentat diplomatique saoudien à Téhéran. D'autres pays du Golfe, les Émirats arabes unis, le Qatar, ont également rompu leurs relations diplomatiques avec l'Iran.

D'autres pays du Golfe, les Émirats arabes unis, le Qatar, ont également rompu leurs relations diplomatiques avec l'Iran. Téhéran et Riyad ont des forces rivales dans la région, notamment l'Iran a une influence en Irak et au Liban, et l'Arabie saoudite a une influence en Syrie et en Liban.

Pékin a signé en 2015 un accord stratégique sur la coopération entre Téhéran dans des domaines variés que l'énergie, les infrastructures et les technologies.

PARIS APPELLE À RENONCER À DES ACTIONS DÉSTABILISANTES

La France s'est félicitée de l'annonce du rétablissement de relations diplomatiques entre Riyad et Téhéran, appelant l'Iran à renoncer à des actions déstabilisantes dans la région. Paris a déclaré que l'accord est favorable à « toute tentative de désescalade des tensions dans la région », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors d'une conférence de presse. La Maison-Blanche a salué l'annonce de l'accord, mais il reste à voir si les États-Unis ont des obligations. « De nombreuses questions de voisinage entre l'Iran et l'Arabie saoudite sont essentielles pour la stabilité de la région du Moyen-Orient », a déclaré le secrétaire d'Etat, Antony Blinken, lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche. Le secrétaire d'Etat a également salué l'accord, mais il reste à voir si les États-Unis ont des obligations. « De nombreuses questions de voisinage entre l'Iran et l'Arabie saoudite sont essentielles pour la stabilité de la région du Moyen-Orient », a déclaré le secrétaire d'Etat, Antony Blinken, lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche.

Djihadisme et communauté Peulh au Burkina Faso : Que faut-il retenir ?

Pour Mamadou Diallo, ingénieur du génie rural, nos sociétés villageoises contemporaines sont la solution de notre refondation. Dans la tribune qui suit, il estime qu'il faut redonner l'initiative politique aux sociétés villageoises contemporaines pour engager un dialogue sans tabou avec les groupes djihadistes actifs au Burkina afin d'obtenir avec eux un cessez-le feu. Lisez plutôt.

En abordant cette problématique, je suis bien conscient qu'il s'agit d'une question délicate des plus sensibles pour notre vivre-ensemble. Sans doute aussi tout déni à son égard n'est ni honnête ni réaliste et nous éloigne assurément de la recherche de solutions viables de sortie de la crise sécuritaire. En ce qui me concerne je voudrais préciser : J'appartiens par mon père à la communauté peulh, car ma mère est une princesse de la dynastie du Nabitenga de Silmiougou (7 km de Kaya) que j'ai personnellement connu à mon enfance quand j'allais visiter mes oncles mossis. J'ai vu un prince mossi qui n'a pas pu accéder au trône dans toute sa splendeur ! Mon père lui a été garde de cercle et a rejoint son village à sa retraite en 1970 ; il a été intronisé Dioro des peulhs de Kanrgo à la mort de son cousin. Il a régné une dizaine d'années.

JE PARLE LE FULFULDÉ, LE DIOULA ET LE MOORÉ ; ET J'AVOUE MIEUX CETTE DERNIÈRE LANGUE.

Mon village a été la cible d'attaques djihadistes à partir du 30 septembre 2019 ; et depuis le 24 décembre 2021 plus personne n'y vit. J'ai perdu des proches des suites d'attaques djihadistes et d'exécutions extrajudiciaires. Pour ces

dernières, le CISC vient d'en faire l'écho par son communiqué relatif à la situation de Toessin-Foulbé (Gnimirè pour les Peulh). Afin d'évacuer autant que faire se peut l'aspect subjectif voir émotionnel en ce qui me concerne mais aussi à l'égard de tous ceux qui prendront le temps de la lecture de ma tribune, le temps d'une réflexion apaisée et de l'action utile, je voudrais proposer quatre axes d'effort de la réflexion stratégique : 1. Pourquoi les membres de la communauté peulh forment-ils le gros des troupes Djihadistes et animent-ils des Katiba au Burkina ? Beaucoup de Burkinabè se posent légitimement cette question loin de toute stigmatisation. 2. Pourquoi les groupes djihadistes ont-ils réussi à s'assurer, semble-t-il, un ancrage local, rural et une extension nationale significatifs ; au point qu'ils animent une gouvernance indirecte des populations qui étend progressivement ses tentacules ? 3. Pourquoi les groupes djihadistes malgré les pertes significatives subies, disposent-ils comme le phénix qui renaît de ses cendres, de capacités d'action significatives, au point d'imposer des blocs de nombre de villes moyennes, de nous laisser sans voix et tétanisés devant nos pertes militaires ? 4. Existe-t-il une stratégie politique alternative au regard de l'expérience de nos réponses de ces huit années de résistance ?

CES QUESTIONNEMENTS ME SUGGÈRENT DIFFÉRENTS ÉCUEILS À CONSIDÉRER :

- L'approche communautariste et la stigmatisation.
- Les dérives de violence systémique et illégale d'Etat sur fond de stigmatisation.
- Le déni au plus haut niveau de notre fragilité militaire, politique, économique et institutionnelle.
- La fuite en avant populiste, démagogique et politicienne.
- L'approche de Refondation par le haut

et élitiste : celle qui oublie les populations rurales et les PDI qui souffrent le plus de cette situation.

Afin de soutenir la réflexion stratégique je voudrais souligner différentes évidences structurantes :

- Il est structurellement impossible de mettre nos sociétés villageoises en minorité démographique, économique, culturelle, sociale et institutionnelle comme le postule l'approche développementaliste dont beaucoup d'entre nous rêvons.

- Il est impossible de faire œuvre utile sans elles, contre elles et à leur place. Ce fut en Afrique le projet de la mission civilisatrice portée par la Colonisation et aujourd'hui par l'Etat-Nation post-colonial.

- La plus grande réalisation civilisationnelle de nos populations rurales à l'époque contemporaine est sans doute le façonnage de nos sociétés villageoises actuelles dont l'originalité politique et institutionnelle peut être ainsi résumée : nos sociétés villageoises contemporaines sont multinationales : ethnies, lignages, clans, tribus y co-existent et organisent leur vivre-ensemble sur la base de leurs propres règles et institutions, à l'écart du système politique et institutionnel officiels ; on y naît, on y vit, on y quitte le monde de manière endogène pour tout dire, en dépit des emprunts et d'un certain syncrétisme religieux. Les conflits n'y manquent pas et les morts d'hommes aussi ; leur acuité tient bien souvent à leur instrumentalisation politique et affairiste par des agents de l'administration, aux politiques publiques en matière foncière, forestière, minière, de développement agricole et pastorale, aux politiques de décentralisation bureaucratique affairiste et corrompue.

- On observera tout autant, l'existence de mécanismes endogènes efficaces de gestion et de résolution des conflits ainsi qu'une grande capacité d'accueil et d'intégration de nouveaux arrivants et

de nouvelles croyances.

- Ce sont là sans aucun doute, les prémisses puissantes et crédibles d'un Etat Multinational Délibératif et Participatif qui nous permettrait de dépasser l'Etat-Nation postcolonial dont l'échec à porter notre vivre-ensemble de manière crédible et viable est à présent sans équivoque.

- Il importe alors de prendre en compte, de donner droit et de réarmer la dynamique anthropologique et sociale de nos sociétés villageoises ; autrement dit, il nous faut faire intellectuellement attention à elles, les observer et essayer de comprendre pourquoi elles sont comme elles sont, mais pas ce que l'on voudrait qu'elles soient.

Alors que faire et comment le faire ?

Le "Tout militaire" manifestement ne prend pas suffisamment en compte les questionnements et les pistes de la réflexion stratégique ; il nous entraîne inexorablement dans les écueils qui nous éloignent de la Paix. J'en arrive pour ma part, au paradigme suivant : nos sociétés villageoises contemporaines sont la solution de notre Refondation (même si elles n'ont pas solution à tout). Alors, comment pouvons-nous aller de l'avant en confrontant ce paradigme à notre situation actuelle pour faire cesser la guerre, gagner la paix et refonder notre vivre-ensemble et l'Etat au Burkina. La ligne de force d'une stratégie politique soutenable à mettre en chantier et à faire prospérer c'est me semble-t-il, de redonner l'initiative politique aux sociétés villageoises contemporaines (i) pour engager un dialogue sans tabou avec les groupes djihadistes actifs au Burkina et affiliés au JNIM (ii) et pour ce faire obtenir avec eux un cessez-le-feu de 6 mois renouvelable. C'est ce à quoi s'attèle un Groupe d'Initiative pour le Dialogue (GID) dont les réflexions et initiatives peuvent être examinées, commentées et améliorées par tous

In Le Faso.net

L'EXTRAVAGANTE DÉCISION DU MAROC : LA COUR ROYALE DÉNONCE UNE DÉCLARATION DU PJD CONCERNANT ISRAËL

«On ne touche pas à mon entité sioniste!»

Le Maroc déclare clairement que Israël fait partie des constantes de sa politique étrangère. Rien que ça! Et qu'il est interdit de critiquer les relations avec Israël sous peine de sanctions sévères. Lisez plutôt ceci et faites-en une opinion: La cour royale a déclaré que "la position du Maroc envers la question palestinienne est irréversible et constitue une priorité de la politique étrangère", suite à la "dénonciation" du PJD des propos du ministre des AE sur les relations avec Israël La Cour royale marocaine a critiqué, lundi, un récent communiqué publié par le Parti de la Justice et du développement (PJD), d'opposition, concernant les relations entre le Royaume marocain et Israël, soulignant le fait qu'elle faisait état "des dépassements irresponsables et des approximations dangereuses". C'est ce qu'a révélé un communiqué de la Cour royale, rendu public par l'agence officielle Al-Maghrib, commentant un autre communiqué émis par le PJD à la date du 9 mars, dans lequel le parti marocain "dénonçait" les déclarations antérieures du ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bou-

rita, concernant les relations avec Israël. Selon la Cour royale marocaine, "Le Secrétariat général du Parti de la justice et du développement a récemment publié une déclaration contenant des dépassements irresponsables et des approximations dangereuses, concernant les relations entre le Royaume du Maroc et l'Etat d'Israël, et lien avec les derniers développements dans le territoire palestiniens occupés". "La position du Maroc envers la question palestinienne est irréversible, et elle constitue l'une des priorités de la politique étrangère de Sa majesté le roi (Mohammed

VI) [...] président du Comité Al-Qods (de l'Organisation de la coopération islamique), qui la place au même rang de l'intégrité territoriale du royaume", a ajouté le communiqué de la Cour royale. Selon la même source, la position du Maroc sur la question palestinienne est une position de principe constante du Maroc, qui ne saurait être soumise aux surenchères politiciennes et aux campagnes électorales étriquées. "La politique extérieure du royaume est une prérogative de Sa Majesté le roi [...], en vertu de la Constitution, que le Souverain exerce conformément aux constantes

nationales et aux intérêts suprêmes de la partie, et à leur tête la question de l'intégrité territoriale", a rappelé le même communiqué. La Cour royale marocaine a aussi affirmé que "Les relations internationales du royaume ne peuvent être l'objet de chantage de la part de quiconque et pour quelque considération que ce soit, particulièrement dans ce contexte mondial complexe". Et d'ajouter que "l'instrumentalisation de la politique extérieure du royaume dans un agenda partisan interne constitue un précédent dangereux et inacceptable". "La reprise des rela-

tions entre le Maroc et Israël a été effectuée dans des circonstances et dans un contexte que tout le monde connaît", a expliqué la Cour royale. Le 9 mars dernier, le secrétariat général du Parti de la justice et du développement a publié un communiqué dans lequel "il déplore les prises de position récentes du ministre marocain des affaires étrangères, qui semble défendre l'entité sioniste dans certaines réunions africaines et européennes, à un moment où l'occupation israélienne poursuit son agression criminelle contre les Palestiniens."

I.M./Agences

NIGÉRIA:

La fièvre de Lassa fait 102 morts depuis le début de l'année 2023

La fièvre de Lassa, maladie virale aigüe, a déjà fait 102 morts au Nigeria depuis le début de l'année 2023.

Selon un communiqué du Centre nigérian de contrôle des maladies, la fièvre de Lassa continue de se propager depuis le 1er janvier et est déjà présente dans 89 régions de 22 États du pays.

Au cours de la même période, 676 cas ont été détectés, dont 102 décès.

Le gouvernement nigérian a déclaré l'état d'urgence au début du mois de février en raison de l'épidémie.

Les cas de la fièvre de Lassa connaissent une augmentation chaque année entre novembre et mai, période de sécheresse. Entre le 1er janvier et le 20 novembre 2022, le Nigeria avait enregistré 989 cas, dont 178 décès.

Les premiers cas de la fièvre de Lassa ont

été détecté dans l'État de Borno, au Nigeria, en 1969.

La maladie se transmet par contact avec les excréments de rats. Elle peut se transmettre d'une personne à une autre et provoquer une fièvre hémorragique mortelle. Les autorités nigérianes recommandent au public d'éviter tout contact avec les rats et autres rongeurs.

In Agence Anadolu

FUTSAL, TOURNOI DE LA PRESSE

Les rencontres se joueront en nocturne

Initié par l'Organisation Nationale des Journalistes Sportifs Algériens (ONJSA) au profit de la presse sportive nationale, pour commémorer la Journée mondiale de la liberté de la presse, le tournoi Futsal-2023 verra la participation de 28 équipes de différents médias nationaux, réparties en sept groupes de quatre.

L'équipe de football de l'APS (Algérie Presse Service) entamera, le tournoi de Futsal de la presse nationale, le lundi 27 mars (23h00) à la coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger, contre la formation du quotidien Elikaa, dans le cadre de la 1re journée, groupe F, de la 2e édition du tournoi, a-t-on appris, lundi, auprès des organisateurs. Evoluant dans un groupe à quatre équipes, l'APS, enchainera, le samedi 1 avril (22h00), contre Dz Match, avant de clôturer le 1er tour qualificatif, le jeudi 6 avril (22h00) face à l'équipe (1) de la Radio nationale. Les deux premiers du groupe passeront aux 8es de finale du tournoi Futsal de la presse nationale qui se déroulera du 24 mars au 27e jour du mois sacré du Ramadhan. Initié par l'Organisation Nationale des Journalistes Sportifs Algériens (ONJSA) au profit de la presse sportive nationale, pour commémorer la Journée mondiale de la liberté de la presse, le tournoi Futsal-2023 verra la participation de 28 équipes de différents médias nationaux, réparties en sept groupes de quatre. Les six autres groupes du tournoi issus du tirage au



sort sont: Hayet TV, Awrass, Echaab, Chabaka News (groupe A), Canal Algérie, ETNV1, Dzair News, Biled TV (groupe B), Watania TV, Essalam, ENTV2, Horizons (groupe C), Al Djazair Al-djadida, CIP, Al-Barlamania TV, Radio2 (groupe D), El Haddef TV, Ennahar Online, Jil DZ, Echoukouk News (groupe E), AL24, City Boumerdès, Koora News, EnnaharTV (groupe G). Les deux premiers de chaque groupe se qualifient aux 8es de finale, en plus des deux meilleures équipes, à l'issue

des 42 rencontres du premier tour qui s'achèvera le jeudi 6 avril prochain. A l'instar de la première, la 2e édition du tournoi Futsal de la presse qui sera disputée sous le slogan "On ne vous oubliera pas", est dédiée à la mémoire des défunts: "Lahbib Benali (EPTV+ BeIN sports), Hamza Berkaoui (TV Echourouk), Faouzi Mouaki Benani, Abderahmane Mehdaoui (ex-sélectionneur national), Mahfoud Kerbadji (ex-président de la Ligue nationale de football) et Dounia Bouhalassa (jeune

scoute de Constantine).

Le programme des matchs du 1er tour, groupe F où évolue l'équipe de l'APS:

1^{RE} JOURNÉE : LUNDI 27 MARS 2023:

Elikaa - APS (23h00)
Radio (1) - DZ Match (00h00)
2e journée: samedi 1 avril:
APS - DZ Match (22h00)
Elikaa - Radio (1) (23h00)
3e journée: mercredi 5 avril 2023:
DZ Match - Elikaa (00h00)
jeudi 6 avril: (22h00):
APS - Radio (1). **APS**

CS CONSTANTINE

La démission de Madoui acceptée

La démission de Kheireddine Madoui, entraîneur du CS Constantine, a été acceptée et la procédure de résiliation de son contrat a été entamée, affirme le président du conseil d'administration du club, Abdelghani Gourari. Le club « a renoncé aux services de Madoui et sa démission a été acceptée après plusieurs vaines tentatives du staff admi-

nistratif pour le convaincre de renoncer à sa décision, d'autant plus que l'équipe est sans entraîneur depuis environ 20 jours », a indiqué Gourari. « La direction du club tenait à maintenir Madoui à la tête du staff technique jusqu'au terme de son contrat surtout après les résultats satisfaisants obtenus avec lui », a ajouté Gourari en précisant que « le coach démis-

sionnaire n'a pas donné d'explications à son retrait ». Le même responsable a indiqué que le staff dirigeant du CSC entamera incessamment la recherche d'un nouvel entraîneur pour préserver la position de dauphin du club en Ligue 1 et réaliser l'objectif tracé en début de saison de décrocher une place qualificative pour une compétition africaine ou

arabe. Madoui avait présenté sa démission après le match nul concédé face à la lanterne rouge le HB Chelghoum Laïd le 24 février et après une série de résultats négatifs et un passage à vide. Madoui avait rejoint le CS Constantine en mars 2022 en provenance d'Al-Qadissia (Koweït) en remplacement de Cherif Hadjar.

R.S.

LUTTE ASSOCIÉE

Début à Oran de la Coupe d'Algérie militaire

Le coup d'envoi de la Coupe d'Algérie militaire de la lutte associée, édition 2022-2023, a été donné lundi dernier au complexe sportif de la 2e Région militaire (Oran) avec la participation de 140 athlètes sociétaires de 11 équipes représentant diverses régions et unités militaires. Le Commandant régional de logistique, le Général Boudali Boumediene, qui a supervisé la cérémonie d'ouverture au nom du Général-Major Commandant de la 2e région militaire, a insisté dans son allocution sur l'importance primordiale que revêt le sport militaire en tant que "moyen de base

dans la préparation adéquate du combattant et la formation physique, psychologique et combative du personnel militaire". Il a, en outre, mis en exergue "le souci de l'institution militaire de généraliser la pratique sportive à tous les membres de l'Armée nationale populaire, à l'instar de la lutte, une discipline qui contribue à la formation mentale et physique du personnel militaire, lui permettant de surmonter les obstacles, de s'adapter aux difficultés et de développer son endurance". Pour sa part, le sélectionneur de l'équipe nationale militaire, Moha-

med Benrahmoune a déclaré, à l'APS, que cette Coupe militaire, deuxième compétition de la saison après le championnat tenu à Ouargla, est "une occasion pour le staff technique national de dénicher de nouveaux champions aptes à rejoindre l'équipe nationale militaire en prévision des prochaines échéances internationales, en tête les Jeux mondiaux militaires prévus en octobre prochain". La Coupe d'Algérie militaire sera clôturée mercredi par une cérémonie de remise des prix aux lauréats.

APS

FAF

KHABOUZ, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION COUPE D'ALGÉRIE

Le membre du Bureau fédéral Ahmed Khabouz, a été désigné nouveau président de la Commission Coupe d'Algérie, en remplacement d'Abdelhafid Fergani, indique la Fédération algérienne de football (FAF). « Khabouz est chargé de coordonner avec son prédécesseur et la Direction technique nationale ainsi que les différentes Ligues nationales pour la prise en charge de la programmation des tours restant de l'épreuve populaire », a précisé l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. Les membres du Bureau fédéral ont approuvé la désignation de Khabouz, lors d'une session extraordinaire tenue dimanche au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Abdelhafid Fergani, président de la Ligue régionale de Blida, était à la tête de la commission de l'épreuve populaire, avant de se retirer du Bureau fédéral en application du décret concernant le non cumul entre la responsabilité élective et exécutive et la responsabilité administrative au sein des structures d'organisation et d'animation sportives, au même titre que trois autres membres : Azzedine Bennacer, Mohamed Ghouti, et Touati Derdour. « Par ailleurs, et dans le cadre de ses missions de président de la Commission du football amateur, Khabouz a fait une présentation du système de compétition du championnat national de Futsal et d'autres thèmes liés aux activités et au déroulement des différentes compétitions », conclut la même source.

R.S.

LIGUE 1 MOBILIS

LARGE VICTOIRE DE L'USM ALGER CONTRE LE HB CHELGHOU LAID (3-0)

L'USM Alger a dominé le HB Chelghoum Laid (3-0), mi-temps (0-0), lundi, 13 mars, au stade de Dar El Beida (Alger), en match décalé de la 19e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, entamée vendredi et samedi. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Bouchouareb (46') et Mahious (50', 71') pour l'USM Alger. A la faveur de ce large succès, l'USM Alger rejoint l'ES Sétif et la JS Saoura à la 4e place avec 29 points et deux matchs en moins. En revanche, le HB Chelghoum Laid reste lanterne rouge.

VENDREDI 10 MARS :

RC Arbaâ - JS Saoura 2-0
MCE El-Bayadh - US Biskra 1-1
Samedi, 11 mars :
ASO Chlef - MC Oran 2-1

Lundi, 13 mars :

USM Alger - HB Chelghoum Laïd 3-0
Reportées :
CR Belouizdad - ES Sétif
NC Magra - MC Alger
CS Constantine - Paradou AC
USM Khenchela - JS Kabylie

Classement :	Pts	J
1). CR Belouizdad	40	16
2). CS Constantine	32	18
3). MC Alger	30	18
4). USM Alger	29	17
--). ES Sétif	29	18
--). JS Saoura	29	19
7). MC Oran	25	18
--). ASO Chlef	25	19
--). RC Arbaâ	25	19
10). USM Khenchela	24	17
--). US Biskra	24	19
--). MC El-Bayadh	24	19
13). NC Magra	23	18
14). Paradou AC	17	17
15). JS Kabylie	14	17
16). HBC-Laïd	2	19.

APS

CONCOURS DE LA CHANSON AMAZIGHE

L'artiste, un «vecteur de fraternité»

L'artiste est un "vecteur de fraternité" et le "reflet" de sa société, a estimé lundi à Tizi-Ouzou le chanteur algérien d'expression kabyle Rabah Asma, lors d'un hommage qui lui a été rendu à l'ouverture d'un Festival de la chanson amazighe.

L'artiste, a-t-il soutenu, "ne peut être en retrait de sa société. Il en constitue le reflet et est un vecteur de fraternité et d'éveil de conscience, particulièrement dans le contexte actuel où toutes les portes doivent être fermées au nez des ennemis de notre pays". Rabah Asma qui a été honoré pour les 40 ans de sa carrière, s'est dit "satisfait" de son parcours artistique qui, dira-t-il, "lui a permis de s'exprimer et de porter haut l'identité algérienne dans sa pluralité". Une douzaine de groupes musicaux, venus de 10 wilayas du



pays (Khenchela, Tougourt, Sétif, Oran, Ghardaïa, Boumerdès, Bordj Bou-Arreridj, Béjaïa

et Tizi-Ouzou) prennent part à cette 11^e édition de la chanson amazighe. Les 12 challengers en lice se disputeront les trois premières places de ce concours qui s'étale sur deux journées. Le choix de Rabah Asma est dicté, selon les organisateurs, par "une volonté de rendre hommage à son parcours artistique et sa contribution à la promotion de la chanson amazighe

à travers l'ensemble de ses créations". Auteur de plus de 200 titres dont plusieurs à succès "Ayadhou", "Ines Inès" et "Igoudhar", Rabah Asma, qui a été la révélation des années 1990 notamment, s'est vite fait une place parmi les ténors de la chanson kabyle. L'ouverture de la manifestation, abritée par la maison de la culture Mouloud-Mammeri, a été suivie par la

projection d'un film documentaire sur le parcours du festival, depuis sa création en 2003.

Plusieurs artistes, à l'instar de Farid Ali, Sofiane, Malika Dornane, Arezki Rawes, Meksa, Ouazib Mohand Ameziane et Brahim Izri, ont été déjà honorés lors des précédentes éditions de cette manifestation

Am. Adjou

LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES ARTS REÇOIT UNE DÉLÉGATION RUSSE

La restauration, la maintenance et la protection du patrimoine au menu

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a reçu, lundi à Alger, une délégation officielle russe, conduite par le ministre du Gouvernement de Moscou, Sergei Cheryomin, chef de Département des Relations internationales et de l'Economie extérieure de Moscou, qui effectue une visite de travail à Alger, durant laquelle les deux parties ont évoqué l'état de la coopération bilatérale dans le domaine de la culture et des arts, indique un communiqué du ministère. Les deux parties ont passé en revue, lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de l'ambassadeur russe à Alger, Valerian Shuvaev, l'état de la coopération dans le domaine de la culture et des arts entre l'Algérie et la Russie et examiné les moyens de leur renforcement et promotion ainsi que l'intensification de la dynamique en vue de promouvoir la coopération au niveau des relations historiques privilégiées liant les deux pays et peuples, notamment en ce qui concerne la restauration, la maintenance et la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel au regard de l'expérience importante de la Russie en la matière". Elles ont en outre abordé "la promotion de l'industrie cinématographique (...) et l'organisation d'activités culturelles et

artistiques dans les deux pays". Mme Mouloudji a affirmé que le secteur "a finalisé l'élaboration d'un mémorandum d'entente et de coopération entre les deux gouvernements dans les domaines culturels et artistiques en attendant le parachèvement des procédures, et ce en vue de garantir une participation qualitative aux différents festivals et manifestations organisés dans les deux pays, conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". La ministre a mis en avant, par ailleurs, l'importance de promouvoir l'enseignement du russe en Algérie et de la langue arabe en Russie à travers l'activation du rôle des centres culturels. Elle a évoqué également "le patrimoine culturel algérien notamment les parcs au niveau des villes du grand sud qui peuvent être une destination pour les touristes russes, les chercheurs et les spécialistes, ainsi que les monuments culturels de la ville d'Alger notamment l'ancienne Casbah". La visite de la délégation russe s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens d'amitié et de coopération bilatérale et décentralisée à travers la signature de conventions et de mémorandums d'entente entre la ville de Moscou et Alger, ajoute la même source. I.M./APS

LE BUSTER KEATON DE LA COMÉDIE ALGÉRIENNE

Hommage à Djaffar Beck

Avec la profonde conviction que le rire est un moyen efficace d'éducation à la citoyenneté en toutes circonstances, il aura mené une carrière dédiée à l'éveil des consciences. Djaffar Beck aura marqué la mémoire collective des Algériens par des œuvres éternelles. Avec son art et ses convictions, il aura été de tous les combats pour une Algérie libre, qui célèbre cette année les 60 ans du recouvrement de son indépendance, en tant que jeune Scout musulman, infirmier dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) puis membre de la troupe artistique du FLN. Avec cette troupe, fondée en 1957, à l'appel du FLN, et dirigée par Mustapha Kateb, Djaffar Beck incarne des rôles dans des pièces de théâtre comme "Les enfants de Novembre" et "El Khalidoun" conçues pour appuyer le combat libérateur et faire connaître la cause nationale lors des tournées de la troupe en Asie, en Europe de l'Est et dans le monde arabe. Natif de la Casbah d'Alger en 1927, Djaffar Beck, Abdelkader Cherrouk de son vrai nom, qui a grandi dans un milieu artistique dans la maison de la célèbre chanteuse hawzi Meriem Fekkai, a entamé sa carrière artistique au début des années

1950. Il est également considéré comme l'un des pionniers du sketch et de la chanson humoristique en Algérie avec le célèbre Rachid Ksentini. Au lendemain de l'indépendance, Djaffar Beck va rejoindre tout naturellement la radio nationale, un 28 octobre 1962, pour grossir les rangs des artisans du recouvrement de la souveraineté sur la Radio et la Télévision, et y mener un énième combat d'édification quelques mois à peine après avoir transvasé l'euphorie de juillet en chansons dont il avait le secret comme "Eddinaha", en référence à l'indépendance arrachée. Il continue, en 1963, de célébrer l'indépendance si chèrement recouvrée, à la télévision nationale dans "La finale", une opérette satyrique sur la France coloniale réalisée par Mohamed Slim Riad, où il incarne le combat libérateur. Dans sa carrière, il a été souvent accompagné de comédiens comme Sidali Fernandel, Ali Abdoune, Sissani ou encore Cheikh Nouredine, en plus d'avoir longtemps collaboré avec l'orchestre de "La rose blanche" dirigé par le violoniste Mustapha Sahnoun, un compagnon de route qui voyait en lui "ce qu'était Louis de Funès pour l'humour français".

Les éternels sketches et chansons humoristiques de Djaffar Beck auront également accompagné la société algérienne dans ses évolutions et dans son quotidien, à l'instar de "Alif El Ba Et Ta", "El Biroukratiya" ou encore la célèbre "Ana Mellit". Il a également donné la réplique à de grands noms du cinéma et de la télévision dont Fatiha Berber, Farida Saboundji, ou encore Hassan El Hassani. Souvent dirigé par des réalisateurs comme Mustapha Badie, Mohamed Slim Riad et Djamel Bendeddouche, Djaffar Beck a également conçu et présenté plusieurs émissions à la radio et à la télévision comme "El Bachacha" (la gaîté), une émission au contenu exclusivement pédagogique, "Face à la caméra" ou encore "Inspecteur Homes". Attaché à l'identité nationale et très ouvert sur la production artistique mondiale, il aura été selon le chanteur Hamidou, un "précurseur qui a beaucoup appris aux jeunes, particulièrement sur le plan musical, et qui a introduit le Rock'n'roll et le jazz dans les foyers algériens". Après une longue carrière des plus prolifiques, et une perpétuelle réinvention de son art, Djaffar Beck s'est éteint le 31 janvier 2017.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Saida

Conservation Des forêts

Dernière Mise en demeure avant résiliation

M: NOUAR KADA ENTREPRISE DES TRAVAUX EN BATIMENT

CITE BELKESSIR N° 13 - SAIDA -

Vous êtes mise en demeure de compléter les travaux de projet d'aménagement de piste à « HASSI AOUNE » commune AIN EL HADJAR sur un volume de 11 KM, objet de la convention n°: 210/2021 du 08/09/2021 (Opération : NE5.227.4.262.120.18.01) et l'ordre de service de lancement des travaux n° 021/2021 du 06/10/2021 et cela dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux, faute de quoi la conservation des forêts de la wilaya de Saida appliquera les mesures de réglementation en vigueur.

L'EXPRESS DU 15/03/2023

ANEP : N° 2316006612

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
 WILAYA DJANET
 DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
 IDENTIFICATION FISCALE N° : 442024000056248
 Cité IFRI DJANET
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des articles 65,72,82 et 161 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public .
 La Direction des Equipements publics de la Wilaya Djanet, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au concours National d'architecture restreint N° : 01 /2022 Etude et Suivi pour la Réalisation d'unecours de justice aDjanet.Publie aux quotidiens nationaux ALMAOUID ELYAWMen arabe le : 09 /08/2022 et L'EXPRESS en français le :09/08/2022, ainsi que le BOMOP, qu'après l'évaluation des offres, l'étude et suivi est attribué provisoirement à:

Désignation du projet	BET	NIF	Note Globale (TECHNIQUE + PRESTATION + FINANCIER)	Montant de l'offre en TTC (avant correction)	Montant de l'offre TTC (après correction)	Délais de l'étude	Délais de suivi	Critère d'évaluation
Etude et Suivi pour la Réalisation d'unecours de justice wilaya de Djanet	Groupement APREAU-SUD+CAUDA+CIAT	CHERIF MOHAMED RABIK 184010100846182	76.57	ج:112 306 250.00	ج:112 306 250.00	05 Mois	36 Mois	Mieuxdisent
		DIJELER ADNAN 198607080002343						
		LAZREG ABDELMAJID 174010100007187						

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres sont invités de se rapprocher, de nos services au plus tard **trois (03) jours** à compter du premier jour de la publication du présent avis.

Les soumissionnaires contestant cette proposition, peuvent introduire leurs recours auprès la commission sectorielle des marchés publics, dans un délai de **(10) jours** à partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire dans la presse quotidienne nationale ou BOMOP, si le dixième jours coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public .

L'EXPRESS DU 15/03/2023

ANEP : N° 2316006464

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Illizi
Daira d'illizi
Commune d'illizi

Code fiscal : 098 433 015 066 130

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Projet :

Traitement des points noirs reseaux d'assainissement à travers les cités de la commune d'illizi

(khmaya Amghar ;Hdeb Est- Elesstiklal-ghibriil- Ain el korsse-Elssalam-zone urbaine) sur une distance de 1345m)

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82et 161 du décrit présidentiel N° 247/2015 du 16/09/2015 portant code des marchés publics et délégation de services publics .

Le président d'assemblée populaire de la Commune d'illizi informe l' ensemble des participant avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimalesN° 05/2023 publié le20/02/2023 (en arabe)sur -الوقائع + et le 20/02/2023 sur **express +bomop** .

Suite l'évaluation des offres il a été décidé suivant le pv de jugement des offres 07/03/2023 relatif au projet cite ci-dessus d attribuer le projet à :

Nom D' entreprise	Note off tech 100	Delai	Montant corrigé (DA)	CRITERE De choix
EURL HYDRO BAT SERVICES GERER PAR / DAHDI SALAH N° FISCAL001230012462651	77	04 mois	32.858.050.00	Offre Qualifié techniquemen +Offre UNIQUE

les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière , à se rapprocher de ses services , au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats et pour ceux qui ayant des réserves sur ce choix ; peuvent se présenter à introduire leurs recours dans un délai de dix (10) jours a compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux .

L'EXPRESS DU 15/03/2023

ANEP : N° 2316006577



Géopolitique : l'Union européenne, les mêmes erreurs avec Pékin qu'avec Moscou ?

La guerre en Ukraine a souligné l'importance de renforcer l'autonomie stratégique de l'UE.

Comme l'a indiqué la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le lithium et les terres rares seront bientôt plus importants que le pétrole ou le gaz.

En essayant de réduire notre dépendance envers la Russie, sommes-nous en train d'augmenter notre dépendance économique envers d'autres pays, comme la Chine? La Chine est la deuxième plus grande économie du monde, mais elle poursuit un modèle économique et social différent de celui de l'UE, avec des intérêts géopolitiques différents. D'où l'importance de réaliser cette analyse – afin de détecter les éventuels points de vulnérabilité, auxquels il faudra trouver des solutions.

UN RÔLE CLÉ DANS LES TRANSFORMATIONS VERTES ET NUMÉRIQUES DE L'UE

Un premier domaine dans lequel le rôle de la Chine se distingue est celui de l'extraction et du raffinage des matières premières essentielles. Comme l'a indiqué la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le lithium et les terres rares seront bientôt plus importants que le pétrole ou le gaz. En effet, ces matériaux sont nécessaires aux transformations vertes et numériques de nos économies, et leur demande devrait fortement augmenter dans les années à venir. En tenant compte de l'importance économique de la matière et du risque lié à son approvisionnement, la Commission européenne établit tous les trois ans une liste des matières premières critiques pour l'UE.

La dernière, qui date de 2020, montre que 98% des terres rares consommées par l'UE proviennent de Chine, ainsi que 93% du magnésium, 69% du wolfram, 66% du scandium et 49% du bismuth. L'Union européenne est également dépendante d'autres pays dont le secteur minier est influencé par la Chine, comme la République

démocratique du Congo, d'où l'UE obtient 68% de son cobalt. Heureusement, l'UE est consciente de la vulnérabilité de sa dépendance à l'égard de ces matières premières critiques, c'est pourquoi elle présentera dans les prochains mois une proposition de norme sur les matières premières critiques afin de renforcer ses chaînes d'approvisionnement.

LA DÉPENDANCE DE L'ALLEMAGNE VIS-À-VIS DE LA CHINE NE CESSE DE CROÎTRE

Le rôle de la Chine dans la transition verte de l'économie européenne va au-delà des matières premières. En 2021, 89% des panneaux solaires et 64% des éoliennes importés par l'UE provenaient de Chine. Les cinq premiers fabricants d'onduleurs solaires, avec une part de marché de plus de 60% en 2021 et menés par Huawei, sont également d'origine chinoise. Le marché des batteries de véhicules électriques est aussi dominé par la Chine, les entreprises chinoises CATL et BYD accumulant une part de marché de plus de 50% en 2022.

Les entreprises chinoises jouent également un rôle clé dans la transformation numérique de l'UE. Le coût relativement inférieur et la qualité technique proposés par les fournisseurs chinois de 4G et de 5G tels que Huawei et ZTE ont conduit de nombreux opérateurs européens à opter pour ces entreprises pour le déploiement des technologies mobiles. En 2015, l'UE et la Chine ont signé un important accord de coopération sur le déploiement de la technologie 5G. Cependant, en 2017, la Chine a adopté une loi sur le renseignement national, stipulant que les entreprises et les citoyens sont obligés de coopérer avec la sécurité nationale.



Cela a provoqué une forte réaction des États-Unis contre les entreprises chinoises, qui a aussi gagné l'UE. En effet, en 2020, l'UE a adopté la boîte à outils de cybersécurité 5G, stipulant que les États membres doivent passer au crible les fournisseurs de technologie 5G, en imposant des restrictions à ceux classés à haut risque. Cette boîte à outils détermine que les fournisseurs susceptibles d'être soumis à des interférences provenant d'un pays tiers non membre de l'UE doivent être classés comme étant à haut risque, ce qui, compte tenu de la loi chinoise sur la sécurité nationale, indique que les entreprises 5G chinoises sont classées comme telles.

LA CHINE COMPROMET L'AUTONOMIE DE HONG KONG AVEC UN PROJET DE LOI DE SÉCURITÉ NATIONALE

L'approche suivie par les États membres pour mettre en œuvre la boîte à outils n'est pas homogène, allant de l'interdiction pure et simple pour les opéra-

teurs suédois de passer des contrats avec des fournisseurs chinois à l'approche allemande d'examen au cas par cas. Malgré les réactions de pays comme les États-Unis et les mesures prises par l'UE, selon un rapport du cabinet de conseil danois Strand, 59% des équipements RAN 5G en Allemagne en 2022 proviennent d'opérateurs chinois, contre 57% pour le RAN 4G en 2020. Huawei a une part de marché plus importante à Berlin qu'à Pékin, où il doit faire face à la concurrence d'autres opérateurs chinois.

LA STABILITÉ FINANCIÈRE EN DANGER

L'importance de la Chine est croissante pour assurer la stabilité financière de nombreuses économies en développement, et donc la stabilité financière mondiale. Selon le Peterson Institute, dans le cadre de l'initiative des «nouvelles routes de la soie», la Chine a prêté plus de 100 milliards de dollars aux pays en développement, ce qui représente 57% de la dette totale de ces pays envers les créan-

ciers officiels. Le problème est que la Chine ne fait pas partie du Club de Paris (et n'a pas l'intention de le faire), où les créanciers officiels coordonnent les problèmes d'endettement des pays en développement afin de leur permettre de retrouver leur viabilité. Ainsi, avec le principal créancier agissant comme une boîte noire, la coordination multilatérale entre les créanciers devient beaucoup plus difficile, mettant la stabilité financière en danger. En réponse à cette situation, le G20, dont la Chine est membre, a lancé le «cadre commun» pour coordonner les processus de restructuration de la dette. Jusqu'à présent, cependant, l'initiative a eu peu de succès, puisque seuls quatre pays en ont bénéficié. En fin de compte, les dépendances de l'UE vis-à-vis de la Chine ont augmenté à la suite du conflit en Ukraine et des projets d'accélération des transitions verte et numérique. Mais il semble que l'UE ait appris sa leçon et ait identifié les points sur lesquels elle dépend fortement de la Chine. Les mois à venir seront intéressants et nous devrons garder un œil sur les propositions qui sortiront de la Commission européenne ainsi que l'approche adoptée par les États membres qui, comme nous l'avons vu avec la 5G, diffère parfois.

APRÈS LE GAZ, POUTINE POURRAIT COUPER LE GPS

Il est fort probable que, étant donné qu'il est très difficile de concentrer 100% de toutes les chaînes de valeur dans l'UE, une partie de ces initiatives impliquera le «friendshoring» –le renforcement des chaînes de valeur qui passent par des pays amis. Mais il faut être prudent, car parfois, les amis ne sont pas au rendez-vous...

Slate. fr

Tunisie : limogeage du ministre des Affaires étrangères Othman Jerandi

Selon un bref communiqué de la présidence, qui n'a pas annoncé les raisons de ce limogeage, tout en annonçant la nomination de Nabil Ammar pour lui succéder. Le président tunisien Kais Saïed a limogé, mardi, le ministre des Affaires étrangères Othman Jerandi, et a nommé Nabil Ammar pour lui succéder. C'est ce qui ressort d'un bref communiqué publié par la présidence tunisienne sur sa page officielle Facebook. La présidence tunisienne n'a pas mentionné les raisons de ce limogeage. Selon la radio privée Mosaique, Ammar est actuellement l'ambassadeur de Tunisie à Bruxelles.

Jerandi est un diplomate tunisien qui a occupé le poste de ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Mahdi Jomaa (2014), puis il a rejoint le cabinet du président Saïed en tant que conseiller en charge des affaires diplomatiques à partir d'avril 2020, jusqu'à sa nomination comme ministre des Affaires

étrangères dans le gouvernement de Hichem Mechichi en août 2020. Après la destitution du gouvernement Mechichi le 25 juillet 2021, Jerandi a été reconduit comme ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement actuel dirigé par Najla Bouden, qui a prêté serment le 11 octobre de la même année. Le 7 janvier, Saïed a limogé la ministre du Commerce

et du Développement des exportations du gouvernement de Bouden, Fadila Rabhi, et l'a remplacée six jours plus tard par Kalthoum Ben Rejeb. Le 30 janvier, Saïed a également procédé à un remaniement ministériel dans le gouvernement de Bouden, en vertu duquel il a nommé Mohammad Ali Boughdiri ministre de l'Éducation en remplacement de Fathi

Sellaouti, et Abdel Moneim Balaati ministre de l'Agriculture en remplacement de Mahmoud Elias Hamza. Le 8 mars 2022, le président Saïed avait accepté la première démission d'un membre du gouvernement Bouden, celle de la secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, Aïda Hamdi.

TunisieNumérique

Egypte : les réserves de change ont augmenté de 221 millions de dollars en janvier

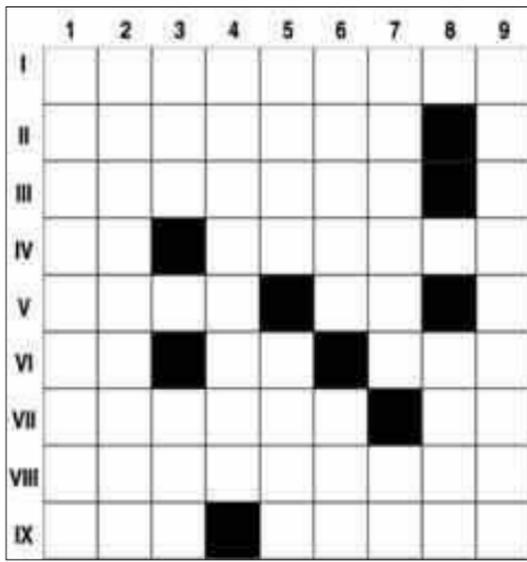
Les réserves de change en Égypte ont augmenté de 221 millions de dollars en janvier dernier, grâce à l'amélioration continue du rythme des flux de devises dans le pays. La Banque centrale d'Égypte a indiqué dans un communiqué

rendu public dimanche, que les réserves de change avaient augmenté fin janvier dernier, à 34,224 milliards de dollars, contre 34,003 milliards de dollars le mois précédent. L'Égypte a perdu plus de 9 milliards de dollars de réserves de chan-

ge, au cours des premiers mois de la guerre russo-ukrainienne, en raison de la sortie des investissements des instruments de dette locaux et du coût élevé des importations. Le pays a conclu un accord de réforme économique avec le

Fonds monétaire international (FMI), qui comprenait un prêt financier de 3 milliards de dollars, dont une tranche a été décaissée en décembre dernier, d'une valeur de 347 millions de dollars.

In Agence Anadolu

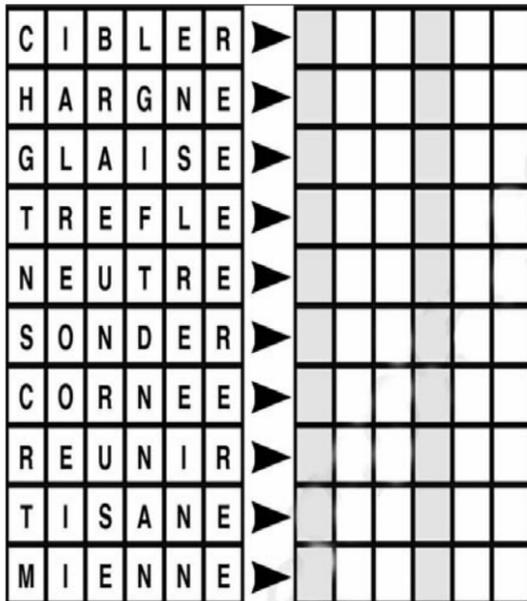


HORIZONTALEMENT

I. Permutation. II. Ça fait mauvaise impression. III. L'enfer du Gl. IV. Argent. Barrent. V. Démentis. Etain. VI. Con sur les bords. Drame oriental. Un proche. VII. Tira la langue. L'opinion. VIII. Ductile. IX. Sans eau. Saule.

VERTICALEMENT

1. Parties remises. 2. Excentrique. 3. Aurochs. Etendue d'eau. 4. Vespasienne. 5. Volcan. Prénom allemand. 6. Changeais de timbre. Planche. 7. Conduisit. Mesure l'intelligence. 8. Grimace. 9. Se déplacer à pas de souris.



Trouvez les anagrammes des 10 mots de la grille de gauche pour former verticalement dans la grille de droite le nom de deux massifs montagneux dans les alpes françaises.

GENDARME A L'AUBE	CHAUDE DANS L'ARÈNE	TEXTILE ÉDENTÉ	LIMON	À DISPOSITION DE L'ARMÉE JEU
LIVRE PESANT D'OR			MESSAGE RADIO DIPLOME	
		IDIOT METTRE DE L'IODE		
PAPE INNOCENT GÉNIE			RICHESSSE DIVAGUER	
				EN PLEIN COEUR
HÉROS BIBLIQUE SOLDAT		FAUTE DE BALLE	SOUVERAIN TROIS SUISSES	
	FIN DU JOUR	LIPPES RÈGLE		
DÉCISION DE JUSTICE				ELLE CONNAÎT LA MUSIQUE
			VIVES EAUX	

MOTS MÊLÉS

- | | | |
|-----------|----------|--------------|
| ALPAGE | CHALET | PISTE |
| ALPES | DÉGEL | RANDONNÉE |
| ALPINISME | ESCALADE | RAQUETTES |
| ALTITUDE | EVEREST | REMONTÉE |
| ANDES | FORÊT | ROCHEUSES |
| APLOMB | HIMALAYA | SIERRA |
| ARMOR | GLACIER | SOMMET |
| ASCENSION | MASSIF | TÉLÉPHÉRIQUE |
| BALISAGE | MONTAGNE | TERTRE |
| CAMPING | NEIGE | TOURISME |
| CANYONING | OISANS | TRANSAT |
| CASCADE | PANORAMA | TREKKING |



EFFONDREMENT PARTIEL D'UN IMMEUBLE À ORAN OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE

Le procureur de la République près le tribunal d'Oran a ordonné l'ouverture d'une « enquête approfondie » sur l'accident d'effondrement partiel d'un immeuble lundi 13 mars, à Sidi El Bachir (ex-Plateau) au chef-lieu de wilaya « pour situer les responsabilités », a-t-on appris hier dans un communiqué de presse du parquet. En application des disposi-

tions de l'article 11 du Code de procédures pénales, le procureur de la République près le tribunal d'Oran informe l'opinion publique que suite à l'effondrement partiel d'un immeuble de trois étages lundi au 12 rue Chemloul Benaïssa au quartier « Plateau » (Oran), faisant trois blessés, le procureur de la République s'est rendu sur les lieux et a constaté

les travaux d'excavation pour la réalisation d'une construction à proximité, selon le communiqué dont une copie a été remise mardi à l'APS. Le procureur de la République près le tribunal d'Oran a ordonné « l'ouverture d'une enquête approfondie sur cette affaire pour déterminer les responsabilités », ajoute le communiqué.



16

Alger

23°

Constantine

21°

Oran

22°

Ouargla

29°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:35	12:59	16:17	18:49	20:11

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 15 MARS 2023 // N°515 // PRIX 20 DA

GAZ NATUREL

Sonatrach prévoit de mettre sur le marché 100 milliards m³ par an

« L'Algérie offre un environnement favorable aux investisseurs étrangers dans le secteur de l'amont gazier, avec un cadre réglementaire clair, des réserves importantes, une infrastructure développée, des partenariats stratégiques et des avantages fiscaux attractifs ».

L'Algérie prévoit de mettre sur le marché pas moins de 100 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an au cours des cinq prochaines années, a annoncé hier depuis Oran le président-directeur général du groupe Sonatrach (P-dg) Toufik Hakkar. « Sonatrach continuera à assurer à ses partenaires un approvisionnement sûr, fiable, stable et durable en gaz naturel, tant que la demande de gaz est assurée sur le moyen et le long terme », a indiqué M. Hakkar, dans une



allocution à l'ouverture du 7^e symposium de l'Association algérienne de l'industrie du gaz. Le groupe Sonatrach, a-t-il souligné, « a fait des efforts significatifs pour approvisionner, avec des quantités supplémentaires, en gaz naturel en 2022, en plus d'honorer ses engagements envers ses clients locaux et étrangers », faisant savoir que le groupe a l'intention de continuer à développer son potentiel gazier afin de placer des volumes supplémen-

taires sur les marchés nationaux et internationaux, notamment le marché européen. Le P-dg de Sonatrach a remercié, à l'occasion, les partenaires de son groupe qui continuent à investir dans l'amont gazier algérien et à encourager les acteurs internationaux à rejoindre le groupe et travailler avec lui pour mettre plus de ressources en gaz naturel sur le marché. « L'Algérie offre un environnement favorable aux investisseurs étrangers dans le

secteur de l'amont gazier, avec un cadre réglementaire clair, des réserves importantes, une infrastructure développée, des partenariats stratégiques et des avantages fiscaux attractifs », a-t-il affirmé, ajoutant que « le gaz est une énergie fondamentale et d'avenir qui contribue à la transition énergétique équitable et inclusive et à la sécurité énergétique ». M. Hakkar a également indiqué que Sonatrach est engagée dans la préservation de l'environnement en application de pratiques de production et de traitement respectueux de l'environnement, faisant savoir que son groupe a accordé la priorité à la réduction du torchage de gaz avec un objectif zéro torchage à l'horizon 2030, en plus de plans pour réduire les émissions de méthane qu'il souhaite finaliser et déployer dans toutes ses installations.

APS

BAB EZZOUAR

UNE BANDE CRIMINELLE VERSÉE DANS LE TRAFIC INTERNATIONAL DE DEVICES DÉMANTELÉE

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont réussi à mettre un terme aux agissements d'une bande criminelle spécialisée dans le trafic international de devises, indique un communiqué de la DGSN. Cette affaire criminelle a été traitée de bout en bout sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent. Elle a conduit à l'arrestation de 4 suspects, âgés entre 30 et 50 ans, dont une jeune femme. De même, elle a permis la saisie de pas moins de 3070 euros, des bons bancaires d'une valeur totale de 80.70 euros, un ordinateur, une photocopieuse, 137 cachets qui servaient à falsifier ces faux bons bancaires, un véhicule touristique, ainsi que 4 téléphones portables. Les suspects devraient être déferés devant la justice après accomplissement des procédures légales d'usage pour association de malfaiteurs, faux et usage de faux, violation de la législation de la loi sur le change et la monnaie, blanchiment d'argent...

R.N.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

33 DÉCÈS ET 1 261 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Trente-trois personnes ont trouvé la mort et 1 261 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus à travers différentes régions du pays durant la période allant du 5 au 12 mars, selon un bilan rendu public hier par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira où 3 personnes sont mortes et 45 ont été blessées durant la même période, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué 862 interventions pour l'extinction de 526 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (41 incendies), Blida (33) et Oran (30), ajoute le communiqué.

R.N.

JEUX PANARABES

L'ALGÉRIE ACCUEILLERA LA PROCHAINE ÉDITION

Le Bureau exécutif de l'Union des comités nationaux olympiques arabes (UANOC), réuni à Jeddah en Arabie saoudite, a décidé d'attribuer à l'Algérie l'organisation des Jeux panarabes en juillet prochain. Le comité exécutif de l'UANOC s'était réuni sous la présidence du prince Abdulaziz Ben Torki Al-Fayçal, en présence du président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad, et du président du Comité national olympique tunisien (CNOT), Mehrez Boussayene, en sa qualité de président de l'Union. Les Jeux panarabes sont une compétition multisports organisée par l'Union des comités nationaux olympiques arabes. Les premiers jeux ont eu lieu à Alexandrie en 1953. Les jeux ont lieu tous les quatre ans.

Y.B.

SALON INTERNATIONAL DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AU MAGHREB

Mobilis y prend part



ATM Mobilis participe au Salon International des Technologies de l'Information et de la Communication « ICT Maghreb » dans sa 3^e édition, qui se tient du 14 au 16 mars 2023, au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria à Alger. Véritable vitrine technologique, réservée aux acteurs majeurs du secteur IT, cet événement professionnel marquera cette année son ouverture sur l'Afrique à travers le pavillon « ICT Africa » qui regroupera une centaine d'entreprises exclusivement africaines du secteur numérique, présentant les dernières innovations et les grandes tendances du marché de la technologie en Afrique. Plusieurs conférences-débats

sont organisées en marge de ce salon sur des thèmes traitant des défis de la numérisation en Afrique, de la coopération africaine en matière de startups et de l'entrepreneuriat et le financement des startups en Afrique. L'événement connaîtra d'autres nouveautés, à l'instar d'« ICT Healthcare », traitant sur les avancées technologiques dans le domaine de la santé. ATM Mobilis, leader dans l'innovation et les nouvelles technologies, marquera sa présence au Salon à travers un stand, au niveau duquel ses conseillers technico-commerciaux exposeront les dernières solutions innovantes de l'entreprise. À travers sa participation à cet

important espace technologique, ATM Mobilis confirme son implication dans la stratégie nationale de transformation numérique et de son écosystème digital.

R.E

ENERGIE NUCLÉAIRE : UNE DÉLÉGATION DU RUSSE « ROSATOM » À ALGER

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu une délégation du géant russe de l'énergie nucléaire Rosatom, conduite par son directeur des affaires internationales, Boris Arseev. Les entretiens entre les deux parties, lors de cette rencontre, ont porté sur « l'état des relations de coopération entre le Commissariat à l'Énergie Atomique (COMENA) et la société Rosatom dans le domaine de l'énergie nucléaire, et ses utilisations énergétiques et non énergétiques à des fins pacifiques, ainsi que sur les perspectives de leur développement, indique un communiqué du ministère. Spécialisée dans le secteur de l'énergie nucléaire, l'entreprise publique russe Rosatom regroupe plus de 300 entreprises et organisations et emploie 250 000 personnes. Les discussions ont également porté sur « des questions liées au développement de la coopération dans le domaine de l'utilisation de la technologie nucléaire en médecine, de l'imagerie diagnostique et de la production de radio-isotopes en Algérie », ajoute la même source.

R.E.